

ÉCONOMIE

La Chambre de la sécurité financière vivra | B 3

MONDE

Un gouvernement féminin pour l'Espagne | B 7

CULTURE

Souldia, le survivant: rencontre avec un vétéran de la scène hip-hop, sorti de la rue grâce à son art | B 9



CAHIER

2

SOMMET DU G7

La Malbaie baigne dans le calme

ISABELLE PORTER
À LA MALBAIE
LE DEVOIR

Tout laisse croire que la population de Charlevoix ne sortira pas en masse manifester contre le G7 cette fin de semaine, d'autant plus que les principaux groupes sociaux présents dans le secteur annoncent déjà qu'ils resteront à la maison.

Le Mouvement Action Chômage Charlevoix a de nombreux griefs à l'endroit du gouvernement Trudeau. En janvier, ses membres ont même occupé le bureau du ministre Jean-Yves Duclos, à Québec, pour dénoncer les faibles prestations offertes aux travailleurs saisonniers. Mais aucune manifestation n'est au programme en fin de semaine, explique la directrice Julie Brassard. « C'est sûr qu'on ne manifestera pas, parce que la plupart des travailleurs saisonniers sont au travail », explique-t-elle.

Priée de dire si des groupes de son réseau en avaient l'intention, elle a dit n'avoir « rien vu passer ». « Les mesures de sécurité sont tellement imposantes que je serais surprise qu'il y en ait une manifestation. En tout cas pas de Charlevoix. »

Au Centre-Femmes aux Plurielles, on tient sensiblement le même discours. L'organisme a organisé une « action citoyenne » près de la clôture la fin de semaine dernière et ce sera tout.

« On a posé notre action et ça va se limiter à ça », explique la porte-parole Anne-Marie Leroux.

Pourquoi ne pas avoir organisé quelque chose durant l'événement ? « Il y avait beaucoup d'inquiétude. Il y a beaucoup de sécurité », explique-t-elle avant d'ajouter que les critiques du G7 se sentent un peu minoritaires dans le coin. « Le micro est beaucoup laissé aussi aux citoyens qui disent que ça ne dérange pas », dit-elle. Enfin, elle n'a pas non plus eu vent d'autres groupes locaux qui se prépareraient à manifester.

Sur place, il n'y a d'ailleurs aucune trace d'opposition populaire à l'événement. Pas d'affiche « Non au G7 » sur les terrains ou dans les lieux publics. Selon le maire Michel Couturier, la population n'a rien contre le G7. « Les gens vivent une expérience, dit-il. Ils côtoient les gens de la SQ, de la GRC, ils voient les équipements, tout le monde est courtois, alors il y a beaucoup d'interactions dans la communauté. C'est un événement que les gens apprécient. »

Par ailleurs, l'un des rares groupes québécois à avoir annoncé qu'ils manifesteront samedi est un groupe identitaire « antimondialiste » du nom de Québec libre en action. Ses membres proviendraient toutefois de l'extérieur de la région.



Les résidents de la ville de Québec devront s'habituer à une forte présence policière pour les prochains jours.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

La mobilisation citoyenne n'y est pas

Même la présence de Donald Trump ne galvanise pas les troupes

JESSICA NADEAU
LE DEVOIR

De nombreuses manifestations sont attendues à Québec en marge du G7 et plusieurs craignent une répétition des perturbations monstres du Sommet des Amériques en 2001. Mais le contexte a bien changé, et le G7 suscite beaucoup moins d'engouement qu'à l'époque, constatent plusieurs organismes qui avouent avoir de la difficulté à mobiliser les troupes pour aller manifester à Québec.

Même le très controversé président des États-Unis, Donald Trump, qui sera pour la première fois en sol québécois, ne réussit pas à galvaniser la résistance. « C'est vrai qu'on s'attendait à ce que ce président, qui est tellement impopulaire, soulève des manifestations assez importantes, mais ça ne semble pas être le cas », constate Claude Vaillancourt, président d'Attac-Québec et porte-parole pour la Coalition pour un Forum alternatif au G7.

À la Coalition, l'opposition se prépare depuis octobre dans le but de regrouper tous les gens prêts à organiser des activités pendant le G7. « Le mouvement social est pris avec des soucis financiers. On n'avait pas les ressources pour mettre des gens là-dessus à temps plein, mais on trouvait ça quand même important de manifester une opposition au G7. »

Plusieurs groupes se sont contentés de fournir un appui financier à la Coalition alors que d'autres optent pour une présence symbolique. « Les troupes ne sont pas très nombreuses, pour être bien honnête, avoue d'emblée Alain Marois, vice-président à la vie politique à la Fédération autonome de l'enseignement (FAE). Nous avons une quarantaine de membres qui vont descendre à Québec et ça se rajoute au compte-gouttes. Il y a 55 places dans l'autobus, on espère qu'on va réussir à le remplir. »

Dominique Daigneault, du conseil central métropolitain de la CSN, fait le même constat. « Le contexte n'est pas le même que pour le Sommet des Amériques en 2001. On a regardé l'état des troupes et on a décidé de se concentrer sur la seule journée du samedi. La mobilisation est toujours là, mais les gens sont occupés à se battre sur des enjeux au niveau local. » Comme plusieurs, elle constate que les mesures d'austérité ont affaibli les troupes, les forçant à choisir leurs batailles.

L'Association québécoise des organismes de coopération internationale, par exemple, a choisi de faire entendre une voix alternative en misant uniquement sur les réseaux sociaux. « C'est notre modeste contribution, il y a tellement de gens qui ne peuvent pas se déplacer », explique Michèle Asselin, qui

C'est vrai qu'on s'attendait à ce que ce président, qui est tellement impopulaire, soulève des manifestations assez importantes, mais ça ne semble pas être le cas

CLAUDE
VAILLANCOURT



Bouleversements législatifs

La colline Parlementaire sera paralysée pendant deux jours en raison des manifestations annoncées jeudi et vendredi. Quelque 10 000 employés de la fonction publique, qui travaillent dans un périmètre s'étalant sur plus de quatre kilomètres, se retrouvent en congé (payé) forcé. Écoles et centres de la petite enfance sont aussi fermés. La suspension des travaux de l'Assemblée nationale, dès 13 h 15 ce jeudi, pousse aussi les élus à travailler à un rythme accéléré. Ils sont tous convoqués au Parlement dès lundi après-midi pour entamer la dernière ligne droite de la session parlementaire, qui se termine le 15 juin. À la Ville de Québec, aucune fermeture, en dépit des inquiétudes du Syndicat des fonctionnaires municipaux, qui craint que l'on expose les employés « au chaos potentiel appréhendé ».

Marie-Michèle Sioui

VOIR PAGE B 2 : MOBILISATION



Le premier ministre Justin Trudeau

Une tâche ardue pour Trudeau

OTTAWA
AGENCE FRANCE-PRESSE

Le sommet devrait donner lieu à « des conversations franches et parfois difficiles » avec le président américain, Donald Trump, « sur le commerce », a averti mercredi le premier ministre Justin Trudeau. « Il va y

avoir des conversations franches et parfois difficiles autour de la table du G7, particulièrement avec le président américain, sur le commerce, sur les tarifs » douaniers imposés notamment à l'UE, au Canada et au Japon, a dit le dirigeant libéral lors d'un point de presse au parlement fédéral. « En même temps, c'est fait pour ça, les

rencontres du G7: pour avoir des conversations directes entre alliés, pour parler des préoccupations que nous avons et aussi pour chercher toujours un terrain d'entente sur les grands enjeux », a-t-il observé.

« Le président [Trump] est à l'aise avec toutes ces questions difficiles », a noté peu après lors d'un point de presse à Washington Larry Kudlow, principal conseiller économique de la Maison-Blanche, en évoquant des « différends commerciaux ». « Il peut y avoir des désaccords, comme lors d'une querelle familiale », a ajouté

M. Kudlow, en se disant « optimiste » sur leur résolution et en soulignant les « très bonnes » relations entre les États-Unis et le Canada.

Dans sa délicate tâche de président du sommet, M. Trudeau recevra l'aide de ses collègues du G7, notamment de la première ministre britannique, Theresa May, du président français, Emmanuel Macron, et de la chancelière allemande, Angela Merkel — la plus ancienne dirigeante du G7 —, qui se sont tous entretenus récemment avec le président américain.

Avec La Presse canadienne

B 2 | ÉCONOMIE

III ANALYSE

La manière Trump

Le président américain n'a pas tout faux, mais tout est dans la façon

GÉRARD BÉRUBÉ
LE DEVOIR

Si le choix de l'affrontement lui a valu une riposte aussi unifiée qu'appropriée dans les circonstances, la salve de Washington pourrait avoir un effet accélérant. Le multilatéralisme a ses limites que le temps d'action impose.

L'industrie de l'aluminium a vu cette semaine dans l'attaque frontale de Washington la possibilité de résoudre un problème persistant, sans pour autant appuyer le déclenchement d'une guerre commerciale qui ne fera que des perdants. « La croissance continue des capacités de production de la Chine est très impressionnante et fait très peur », a illustré Kathrine Fog, vice-présidente principale chez Norsk Hydro. « À un moment donné, la Chine va être obligée de s'asseoir », a ajouté Jean Simard, président de l'Association de l'aluminium du Canada. « Et ça va être beaucoup mieux que tout ce que nous avons vécu jusqu'à maintenant. »

Le problème de la surproduction chinoise subventionnée ne date pas d'hier. L'OCDE l'évoquait l'an dernier, dans un rapport faisant ressortir la présence d'importantes capacités de production excédentaires un peu partout dans le monde. L'incitatif au dumping s'en trouve ainsi accru et la vigueur économique des États-Unis, qui compte pour plus de 20 % de la consommation mondiale, est une destination privilégiée, reconnaissait-elle.

Face à la problématique de l'acier, une approche multilatérale a été lancée. C'était il y a deux ans, et il n'y a toujours pas de résultats concrets. Le secrétaire américain au Commerce, Wilbur Ross, l'a martelé la semaine dernière. « Nous n'aimons pas les palabres infinies [...] Les réunions multilatérales prennent beaucoup de temps et nous sommes animés d'un sentiment d'urgence. »

La directrice générale du FMI, Christine Lagarde, a déjà reconnu que Donald Trump « a quelques bonnes raisons de protester contre la situation actuelle. Il y a des pays dans le monde qui ne respectent pas forcément les accords de l'OMC, qui ont des exigences notamment en matière de transfert de technologies. On pense naturellement à la Chine, mais la Chine n'est pas le seul pays à avoir ce genre de pratiques », avait-elle soutenu, sans évoquer notamment les imposants excédents commerciaux de l'Allemagne, entre autres choses. On peut ajouter que les mesures protectionnistes se sont multipliées ici et là dans le monde au sortir de la crise. Sans oublier l'utilisation stratégique de l'arme de la « dévaluation compétitive » de la devise par certaines grandes économies.

Dans ses prévisions sur l'économie américaine publiées mardi, l'OCDE soulignait que les pertes d'emploi sont devenues plus persistantes dans les secteurs ayant subi des chocs structurels, notamment le cœur industriel du pays. « Cette situation a eu pour effet de créer des poches de chômage, de non-activité et de pauvreté. Le déclin de l'activité des travailleurs d'âge très actif par rapport à la situation observée dans d'autres pays de l'OCDE constitue une évolution préoccupante [...] Les hommes jeunes ayant un faible niveau d'instruction restent en marge du marché du travail. »

Mais il faut aussi accepter l'idée qu'une hausse des tarifs douaniers ne ferait que masquer les inefficacités chroniques de certaines industries américaines. Que l'économie américaine a longtemps joué la carte du dollar fort et celle des avantages comparatifs offerts par les économies émergentes, sans adopter les réformes appropriées à ses problèmes systémiques. L'imposition de tarifs ne fait, ici, qu'emprunter à la procrastination.



Le groupe souhaite réaliser une série d'avancées dans les domaines des changements climatiques.

ANDREW VAUGHAN LA PRESSE CANADIENNE

11 investisseurs s'unissent pour changer les choses

JULIEN ARSENAULT
LA PRESSE CANADIENNE

Alors que s'apprête à débiter le Sommet du G7, 11 investisseurs institutionnels menés entre autres par la Caisse de dépôt et placement du Québec unissent leurs forces dans l'espoir de réaliser une série d'avancées dans les domaines des changements climatiques, de l'égalité entre les sexes ainsi que du déficit d'infrastructures.

En collaboration avec le Régime de retraite des enseignantes et enseignants de l'Ontario, la Caisse souhaite que le groupe d'investisseurs — dont l'actif sous gestion dépasse 6000 milliards — mette à profit son approche à plus long terme, généralement plus adéquate pour relever des défis d'envergure. Leurs intentions ont été dévoilées à Toronto, mercredi, dans le cadre d'une conférence de presse à laquelle participaient entre autres le ministre fédéral des Finances, Bill Morneau, ainsi que son homologue à l'Environnement et au Changement climatique, Catherine McKenna.

« Étant donné l'importance de chacun des enjeux, c'est certain que nous allons avoir un cadre qui s'échelonne à plus long terme », a expliqué M. Sabia au cours d'un entretien téléphonique avec La Presse canadienne. Puisque les résultats des différentes initiatives ne s'observeront pas dans l'immédiat, c'est pour cette

raison que des investisseurs institutionnels, réputés pour être plus patients, ont décidé de pousser à la roue. Voici un survol des initiatives mises en avant :

Infrastructures

Avec un besoin en investissement atteignant 3300 milliards d'ici 2030, notamment dans les pays en croissance, les partenaires mettront sur pied un programme de formation pour les hauts fonctionnaires dans ces marchés.

Même si la Caisse de dépôt a mis sur pied une filiale spécialisée dans les infrastructures — CDPQ Infra —, c'est à la Schulich School of Business de l'Université York, à Toronto, que la première cohorte sera formée, à l'été 2019. Graduellement, d'autres établissements d'enseignement établis en territoire canadien ainsi qu'ailleurs dans le monde pourraient être mis à contribution.

Égalité des sexes

Les investisseurs et gestionnaires de régimes de retraite veulent se pencher sur la sous-représentation des femmes dans les équipes de direction des entreprises en plus d'inciter celles-ci à choisir une carrière dans le secteur de la finance et de l'investissement.

En usant de leur influence, les 11 partenaires ont notamment l'intention d'accroître la pression auprès des gestionnaires de fonds sur cet enjeu. De plus, ils s'engagent à collaborer avec le

CFA Institute et son réseau afin de mettre sur pied un programme de stages — l'Investment Foundations Internship Program — destiné aux femmes du niveau universitaire dans les marchés en croissance.

« Notre objectif est de travailler étroitement avec au moins environ 2000 jeunes femmes d'ici trois ans, a précisé M. Sabia. Nous avons des cibles bien identifiées de ce côté. »

Changements climatiques

Même si des membres du groupe détiennent des investissements dans des secteurs à fortes émissions de gaz à effet de serre, ceux-ci souhaitent une uniformisation de la divulgation liée aux changements climatiques.

Ceux-ci comptent s'inspirer des conclusions du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques du Conseil de stabilité financière, publiées en juin 2017. Entre autres, les investisseurs institutionnels ont l'intention de faire la promotion des recommandations du document afin qu'elles soient adoptées par d'autres sociétés de portefeuille et entreprises.

« Nous allons utiliser l'influence de 6000 milliards d'actif pour encourager les sociétés à adopter la même structure de divulgation, a expliqué le grand patron de la Caisse. C'est une façon de continuer à intensifier la lutte contre les changements climatiques. »

Pas facile de mobiliser les troupes

MOBILISATION

SUITE DE LA PAGE B 1

participera à une table ronde pour discuter notamment des inégalités sociales devant le parlement samedi.

Contrairement au Sommet des Amériques de 2001, où l'on s'apprêtait à signer un accord économique majeur (ZLEA) qui aurait eu des impacts significatifs sur l'ensemble des pays de l'Amérique, les politiques défendues par le G7 sont aujourd'hui moins claires qu'elles ne l'étaient auparavant, estime Claude Vaillancourt d'ATTAC-Québec.

De plus, du fait que les sommets du G7 se déroulent sur une base annuelle dans un lieu isolé — des « forteresses » comme à La Malbaie —, ces rencontres « mobilisent moins qu'avant », les militants préférant garder leurs énergies pour les sommets du G20, qui, eux, se tiennent généralement dans de grandes villes, rappelle le militant.

« Par expérience, je sais que lorsqu'on organise des manifestations loin du lieu de l'action et qu'on n'a pas cette proximité avec les chefs d'État, on n'a pas la même effervescence, tout simplement parce qu'on n'a pas l'impression d'être entendus. Si Donald Trump était venu à Québec et qu'on le savait présent au Château Frontenac, par exemple, je pense qu'il y aurait effectivement eu plus de réactions. »

Plusieurs ont également dénoncé le « climat de peur » entourant la sécurité et la répression policière. « On ne cesse de nous répéter à quel point la surveillance policière va être gigantesque, affirme Claude Vaillancourt. Ça aussi, c'est un obstacle lorsqu'il s'agit de mobiliser les gens. Et même si nous prônons des événements non violents, plusieurs personnes ont peur des débordements. »

D'autres groupes sont également attendus à Québec, notamment le Réseau de résistance au G7, qui dénonce l'hypocrisie flagrante des leaders mondiaux. Le Réseau Résistance Anti-G7 organise une « marche unitaire festive » jeudi soir dans la capitale de même qu'une « journée de perturbations des activités du G7 » vendredi à Beauport.

Selon la police de Québec, c'est la seule manifestation prévue pour laquelle les organisateurs n'ont pas encore donné l'itinéraire, comme prévu au règlement municipal. « On va être présent et visible sur le terrain », affirme Cyndi Paré du Service de police de la Ville de Québec, qui répète qu'aucune violence ou entrave au règlement municipal ne sera tolérée.

Par ailleurs, le gouvernement a annoncé mercredi avoir mandaté trois observateurs indépendants pour surveiller le travail des policiers.

Une

**NOUVELLE
SIGNATURE
VISUELLE**

**Et toujours
à risque de
se faire voler
par le voisin.**

Une signature visuelle actualisée pour mettre en valeur notre contenu de qualité, mais toujours le même Devoir que vous aimez.



LEDEVOIR

Le déficit commercial américain décline en avril grâce à la Chine

AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Le déficit commercial des États-Unis s'est réduit en avril, pour tomber à son plus bas niveau en sept mois, sous l'effet d'un repli des importations de biens en provenance de la Chine, une nouvelle qui devrait conforter Donald Trump dans sa politique protectionniste.

Le déficit des biens et services s'est établi à 46,2 milliards de dollars (-2,1 %) avec des exportations en hausse de 0,3 % et des importations en baisse de 0,2 %. Pour les seuls échanges de marchandises, le déficit a fondu d'un milliard de dollars à 68,3 milliards, avec un recul marqué du déficit avec la Chine (-9,8 %) et le Mexique (-8,5 %). Dans le même temps, les exportations de biens américains se sont hissées à un niveau record tirées par celles du soja (+18,4 %), dont le principal débouché est le marché chinois, et par les exportations de fioul (+16,7 %).

Bien que le déficit baisse depuis deux mois, la tendance de fond — une expansion du déficit avec un quasi doublement de celui des biens en dix ans — ne semble pas pour l'heure montrer des signes de retournement. Sur les quatre premiers mois de l'année, le déficit global s'est en effet inscrit en rebond de 11,5 %, avec des exportations certes en hausse de 8,1 %, mais avec des importations en plus forte augmentation encore (+8,7 %).

Le déficit canadien baisse

Pour sa part, le déficit du commerce de marchandises du Canada est passé de 3,9 milliards en mars à 1,9 milliard en avril, quand les exportations ont crû de 1,6 % et que les importations ont reculé de 2,5 %, a indiqué mercredi Statistique Canada. Les exportations ont atteint un niveau sans précédent de 48,6 milliards et les importations ont fléchi à 50,5 milliards, a dit l'agence fédérale. En termes réels (ou en volume), les exportations se sont accrues de 1,2 % et les importations ont reculé de 2,4 %.

Les importations en provenance des États-Unis ont reculé de 1,4 % et les exportations se sont accrues de 3,2 %. Par conséquent, après s'être rétréci pendant cinq mois consécutifs, l'excédent commercial de marchandises du Canada avec les États-Unis s'est élargi, passant de 2 milliards en mars à 3,6 milliards en avril. Avec La Presse canadienne



Le ministre des Finances, Carlos Leitão, a invoqué un manque de temps pour terminer le peaufinage du projet de loi 141 avant la fin de la session parlementaire.

JACQUES BOISSINOT LA PRESSE CANADIENNE

III PL 141

Québec renonce à abolir la Chambre de la sécurité financière

L'Autorité des marchés financiers « respecte le choix des parlementaires »

FRANÇOIS DESJARDINS
LE DEVOIR

La Chambre de la sécurité financière (CSF) refuse pour l'instant de se prononcer sur l'étonnante volte-face du gouvernement Couillard, qui laisse tomber le projet d'abolir la CSF et la Chambre de l'assurance de dommages (ChAD) et de confier leurs fonctions à l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Invoquant un manque de temps pour terminer le peaufinage du projet de loi 141 avant la fin de la session parlementaire, le ministre des Finances, Carlos Leitão, a fait l'annonce en fin de journée mardi après avoir discuté d'un « compromis » avec les autres partis. L'étude détaillée se poursuit jeudi.

« Nous retirons les propositions qui concernent les Chambres, ce qui veut dire que la CSF et la ChAD demeurent en fonction », a dit M. Leitão lors d'une séance de la Commission des finances publiques. « Je pense toujours qu'il s'agit d'une très mauvaise idée. Je pense toujours qu'il serait important d'avoir une seule autorité d'encadrement pour qu'elle puisse intervenir de manière globale et cohérente. »

En guise de préambule, le ministre venait de dire qu'il fallait déterminer la fa-

çon de procéder pour « avoir le temps de terminer le projet de loi ». La session parlementaire prend fin le 15 juin, a-t-il rappelé, et 80 % du projet de loi omnibus, qui révisé de long en large l'encadrement du secteur financier, a jusqu'ici été adopté par les partis.

La CSF limite ses commentaires

La possible disparition de la CSF, un organisme d'autorégulation dont la mission porte sur l'encadrement des conseillers en services financiers, a semé une vive inquiétude chez des groupes de consommateurs, qui ont vu dans le projet une érosion de la protection du public.

« Par respect pour le processus législatif, tant que le projet de loi ne sera pas adopté par l'Assemblée nationale, nous ne ferons pas de commentaire », a indiqué la CSF dans une brève déclaration écrite transmise au *Devoir*. L'organisme s'est limité à rappeler l'annonce du ministre. « Il s'agit d'une décision consensuelle prise avec les partis d'opposition. »

L'intégration des deux Chambres au sein de l'AMF bénéficiait d'appui au sein de l'industrie, notamment au Mouvement Desjardins, où l'on voit la structure actuelle comme une « source de confusion ». L'AMF « respecte le choix des parlementaires », a affirmé l'orga-

Chez l'opposition, le député péquiste Nicolas Marceau a applaudi à la décision, et François Bonnardel, de la Coalition avenir Québec, a salué le « compromis »

nisme dans une déclaration. « L'AMF est satisfaite des mesures qui ont fait consensus jusqu'à maintenant. »

Le député péquiste Nicolas Marceau a applaudi à la décision du gouvernement. « Sur la question des Chambres, le ministre et moi ne faisons pas le même diagnostic. Je pense que le modèle actuel fonctionne bien. [...] Il n'y avait pas de consensus. Certains acteurs de l'industrie étaient favorables au retrait des Chambres, alors que d'autres, en particulier les associations de consommateurs, qui y étaient opposés. Quand on présente des dispositions pour protéger les consommateurs et que les consommateurs disent "non, je n'en veux pas", il faut se poser des questions. »

Le député François Bonnardel, de la Coalition avenir Québec, a également salué le « compromis ».

Le ministre a également annoncé que le projet de loi fixerait à juin 2015 la date à partir de laquelle les nouvelles modalités du fonds d'indemnisation s'appliqueront. Les critères du fonds, qui couvre les cas de fraude financière, ont été élargis. De plus, les dispositions concernant l'assurance des frais funéraires — qui auraient ainsi fait un retour après avoir été déclarées illégales en 1974 — ont été retirées.

EN BREF



Les ventes d'appartements ont augmenté de 14 % en mai par rapport à l'an dernier.

OLIVIER ZUIDA LE DEVOIR

Les ventes immobilières du Grand Montréal ont atteint un sommet

Les ventes de maisons dans la région montréalaise ont atteint un nouveau sommet en mai, même si leur rythme de croissance a diminué par rapport à l'an dernier, a indiqué mercredi la Chambre immobilière du Grand Montréal. Au total, 5303 ventes d'habitations ont eu lieu en mai, ce qui représente une hausse de 1 % par rapport aux 5243 transactions conclues au cours du même mois l'an dernier, a précisé la Chambre immobilière en s'appuyant sur les statistiques provinciales de la société de données immobilières Centris. Les chiffres de l'an dernier ont été révisés à la suite de l'ajout de la région de Saint-Jean-sur-Richelieu dans les relevés mensuels. Le prix moyen de toutes les propriétés du Grand Montréal a augmenté de 5 % pour atteindre 373 899 \$. La Presse canadienne

Air China et Air Canada étendent leur partenariat

Air Canada et Air China ont étendu leur partenariat en annonçant la mise sur pied d'une première coentreprise entre une société aérienne chinoise et une société aérienne nord-américaine. « Cette coentreprise permet aux transporteurs nationaux des deux pays et aux membres du réseau Star Alliance d'élargir leur relation d'exploitation à code multiple et de l'approfondir en renforçant leur coopération commerciale sur les vols entre le Canada et la Chine ainsi que sur les principaux vols intérieurs des deux pays », peut-on lire dans le communiqué. La Chine doit devenir le plus important marché de l'aviation mondiale d'ici 2022. Le Devoir

Le Mouvement Desjardins dans un fonds transatlantique

Dans la foulée du partenariat stratégique annoncé l'automne dernier, le Groupe Siparex et Desjardins Capital lancent un fonds transatlantique. L'initiative reçoit l'appui d'autres commanditaires, soit Bpifrance en France et au Québec, Capital régional et coopératif Desjardins et Exportation et Développement Canada. L'enveloppe globale de cette première ronde de financement atteint les 75 millions d'euros (125 millions \$CAN). « Cette approche permet aux partenaires d'appuyer le développement des entreprises françaises dans le marché nord-américain à partir du Québec et, réciproquement, celui des entreprises québécoises vers le marché européen à partir de la France », peut-on lire dans le communiqué. Le Devoir

NOUVEAU
BALADO

LE DEVOIR

Le
mythe
start-up

Qui n'a pas un jour rêvé de créer sa propre entreprise?

Découvrez « Le mythe start-up », notre balado en 6 épisodes, qui suit la vie d'une entreprise étape par étape, avec ses hauts et... ses bas!



D

AUJOURD'HUI
Écoutez le dernier
épisode de la série:
Les sacrifices

LeDevoir.com/balado

B4 | AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

Appel d'offres

Montréal

Service des infrastructures de la voirie et des transports
Direction des infrastructures

Appel d'offres # 214734

Travaux de drainage et d'aménagement de surface dans le secteur de la cour de voirie de la Commune

L'ouverture de la soumission prévue pour le 7 juin 2018 est reportée au 14 juin 2018 à 13h30 dans les locaux du Service du greffe de l'Hôtel de ville.

Fait à Montréal, le 7 juin 2018

Le greffier de la Ville,
Yves Saindon, avocat

Avis public

Lachine Montréal

**Secrétariat d'arrondissement
Direction du développement du territoire et des services administratifs**

Catégorie : Travaux de construction – Ouvrages de génie civil

Appel d'offres : LAC-PUB-1815

Descriptif : ADDENDA 4 - Réfection des infrastructures de la 11^e Avenue entre la rue Saint-Georges jusqu'au sud de la rue Provost – Lot-3

Date d'ouverture : Jeudi 14 juin 2018

L'ouverture des soumissions prévue pour le lundi 11 juin 2018 est reportée au jeudi 14 juin 2018 à 10 h 30 au Secrétariat d'arrondissement, à l'attention de M. Mathieu Legault, secrétaire d'arrondissement, 1800, boul. Saint-Joseph, Lachine (Québec) H8S 2N4.

Fait à Montréal, arrondissement de Lachine, ce 7 juin 2018.

Diane Mongeau
Secrétaire d'arrondissement substitut

Avis public

Outremont Montréal

**AVIS AUX PERSONNES INTÉRESSÉES
AYANT LE DROIT DE SIGNER UNE DEMANDE DE PARTICIPATION À UN RÉFÉRENDUM**

**SECOND PROJET NUMÉRO AO-377-P2 INTITULÉ
Règlement modifiant le Règlement de zonage (1177)**

Adopté le 3 mai 2018

AVIS PUBLIC est par les présentes donné de ce qui suit :

À la suite de l'assemblée publique de consultation tenue le 18 avril 2018, le conseil de l'arrondissement a adopté, lors de sa séance extraordinaire du 3 mai 2018, le second projet de règlement AO-377-P2 intitulé : « **Règlement modifiant le Règlement de zonage (1177)** ».

Ce second projet contient des dispositions qui peuvent faire l'objet d'une demande de la part des personnes intéressées des zones visées et, dans certains cas, des zones contiguës (articles 2, 3, 4 et 5 du projet de règlement) afin qu'un règlement qui les contient soit soumis à l'approbation de certaines personnes habiles à voter conformément à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (R.L.R.Q., c. E-2.2). Les renseignements permettant de déterminer quelles personnes intéressées ont le droit de signer une demande à l'égard de chacune des dispositions du projet peuvent être obtenus auprès du Secrétariat de l'arrondissement situé au 543, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, à Outremont, du lundi au jeudi, de 8 h à 16 h 30 et le vendredi, de 8 h à 13 h (entrée via le 530, avenue Davaar).

Une copie du résumé du second projet de règlement peut être obtenue, sans frais, par toute personne qui en fait la demande auprès du Secrétariat de l'arrondissement situé au 543, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, à Outremont, du lundi au jeudi, de 8 h à 16 h 30 et le vendredi, de 8 h à 13 h (entrée via le 530, avenue Davaar).

CONDITIONS DE VALIDITÉ D'UNE DEMANDE

Pour être valide, toute demande doit :

- indiquer clairement la disposition qui en fait l'objet et la zone d'où elle provient; et, le cas échéant, mentionner la zone à l'égard de laquelle la demande est faite;
- être reçue au bureau du Secrétaire d'arrondissement (situé au 543, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, à Outremont – entrée via le 530, avenue Davaar) au plus tard le huitième jour qui suit celui de la présente publication, soit le **vendredi, 15 juin 2018, à 16 h 30**;
- être signée par au moins 12 personnes intéressées de la zone d'où elle provient (dans le cas où il y a plus de 21 personnes intéressées) ou par au moins la majorité d'entre elles si le nombre de personnes intéressées dans la zone n'exécède pas 21.

PERSONNES INTÉRESSÉES

Est une personne intéressée, toute personne qui, en date de l'adoption du second projet de règlement, soit le 3 mai 2018, n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue à l'article 524 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et qui remplit une des deux conditions suivantes :

- être une personne physique domiciliée dans une zone d'où peut provenir une demande et, depuis au moins six mois, au Québec;
- être depuis au moins 12 mois, le propriétaire d'un immeuble ou l'occupant d'un établissement d'entreprise, au sens de la Loi sur la fiscalité municipale (R.L.R.Q., chapitre F-2.1) dans une zone d'où peut provenir une demande.

Une personne physique doit également, en date de l'adoption du second projet de règlement, soit le 3 mai 2018, être majeure, de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.

Condition supplémentaire aux copropriétaires indivis d'un immeuble et aux occupants d'un établissement d'entreprise :

- être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des copropriétaires ou occupants qui sont des personnes habiles à voter, comme celui qui a le droit de signer la demande en leur nom et être inscrit sur la liste référendaire, le cas échéant. Cette procuration doit être produite avant ou en même temps que la demande.

Condition d'exercice du droit de signer une demande par une personne morale :

- toute personne morale doit désigner parmi ses membres, administrateurs ou employés, par résolution, une personne qui, le 3 mai 2018, est majeure, de citoyenneté canadienne, n'est pas en curatelle et n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue par la loi. Une copie de cette résolution doit être produite avant ou en même temps que la demande.

Sauf dans le cas d'une personne désignée à titre de représentant d'une personne morale, nul ne peut être considéré comme personne intéressée à plus d'un titre conformément à l'article 531 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

ABSENCE DE DEMANDES

Toutes les dispositions du second projet de règlement qui n'auront fait l'objet d'aucune demande valide pourront être incluses dans un règlement qui n'aura pas à être approuvé par les personnes habiles à voter.

CONSULTATION DU PROJET

Le second projet de règlement intitulé : « **Règlement modifiant le Règlement de zonage (1177)** » (AO-377-P2) ainsi que les illustrations des zones d'où peut provenir une demande peuvent être consultés au Secrétariat d'arrondissement situé au 543, chemin de la Côte-Sainte-Catherine à Outremont du lundi au jeudi de 8 h à 16 h 30, et le vendredi de 8 h à 13 h (entrée via le 530, avenue Davaar). **Noter cependant que le vendredi, 15 juin 2018, les heures d'ouverture seront de 8 h à 16 h 30.**

Toute personne qui désire obtenir des renseignements sur l'exercice du droit d'une personne intéressée de demander qu'une ou plusieurs des dispositions susceptibles d'approbation référendaire soient soumises à l'approbation des personnes habiles à voter peut contacter le Secrétariat d'arrondissement au (514) 495-6269 ou au secretariat.outremont@ville.montreal.qc.ca.

La présente publication remplace la publication du 22 mai 2018.

Montréal, le 7 juin 2018

La Secrétaire substitut de l'arrondissement
Julie Desjardins, avocate

PalliAmi
www.palli.org

Pour rendre acceptable...
l'inacceptable.

Fondation PalliAmi
C.P. 531, secrétariat
Montréal (Québec) H2L 4K4
Téléphone (514) 890-8000, poste 27434
Télécopieur (514) 412-7523

La pauvreté ne disparaîtra pas d'elle-même.

Faites un don

1-877-488-4222
www.ArmeduSalut.ca

ARMÉE DU SALUT

Un don d'espoir pour la vie

APPEL D'OFFRES PUBLIC

Villeray Saint-Michel Parc-Extension Montréal

Veuillez noter que l'ouverture des soumissions pour l'appel d'offres public PRR-18-11 prévue le 14 juin 2018 est reportée au 21 juin 2018, à 10 h 30.

Fait à Montréal, le 7 juin 2018

La secrétaire d'arrondissement,
Danielle Lamarre Trignac, avocate, M.A.

Appel d'offres

Montréal

Service des infrastructures de la voirie et des transports
Direction des infrastructures

Appel d'offres : 214733

Travaux correctifs de finition des glissières des rampes Duke et Nazareth

L'ouverture de la soumission prévue pour le 7 juin 2018 est reportée au 14 juin 2018 à 13 h 30 dans les locaux du Service du greffe de l'Hôtel de ville.

Fait à Montréal, le 7 juin 2018

Le greffier de la Ville,
Yves Saindon, avocat

APPEL D'OFFRES PUBLIC

Villeray Saint-Michel Parc-Extension Montréal

Des soumissions sont demandées et devront être reçues avant **10 h 30, le 26 juin 2018**, à la mairie de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, 405, avenue Ogilvy, bureau 100, Montréal.

Catégorie : Travaux de construction

Appel d'offres : PRR-18-08

Descriptif : Travaux de planage et de revêtement avec reconstruction des trottoirs (PCPR 2018)

Date d'ouverture : Le 26 juin 2018

Documents : Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SÉAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par SÉAO.

Renseignements : Mme Marie-Josée Goulet, ing. vsmp.appelesoffres.infos.ingenierie@ville.montreal.qc.ca

Pour être considérée, chaque soumission doit être placée dans les enveloppes appropriées cachetées et porter l'identification indiquée dans les instructions aux soumissionnaires. Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement à la mairie d'arrondissement, 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception. La Ville de Montréal (arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension) ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Fait à Montréal le 7 juin 2018

La secrétaire d'arrondissement,
Danielle Lamarre Trignac, avocate, M.A.

Appel d'offres

Montréal

Division des projets Sécurité publique et EPLV
Service de la Gestion et Planification Immobilière

Des soumissions, sont demandées et devront être reçues, avant **13 h 30**, à la date ci-dessous, au Service du greffe de la Ville de Montréal à l'attention du greffier, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134, Montréal (Québec) H2Y 1C6 pour :

Catégorie : Travaux

Appel d'offres : BI-00118

Descriptif : Réfection de la membrane du Biodôme 2018

Date d'ouverture : 26 juin 2018

Dépôt de garantie : 10 % de la valeur de la soumission

Renseignements : Pour toute question s'adresser à : eplv-appel_doffres@ville.montreal.qc.ca

Documents : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 7 juin 2018.

Visite supervisée des lieux : N/A. ou Oui, obligatoire :

Si la visite supervisée des lieux est obligatoire, la date limite pour prendre rendez-vous est le 20 juin 2018 à 15h00, à l'adresse courriel suivante : eplv-appel_doffres@ville.montreal.qc.ca.

Les visites auront lieu : le 12 juin 2018 au 21 juin 2018 inclusivement, selon l'horaire suivant : 9h00 à 11h00 et de 13h30 à 15h30

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SÉAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SÉAO.

Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux au Service du greffe à l'Hôtel de Ville, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelques natures que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Fait à Montréal, le 7 juin 2018

Le greffier de la Ville,
Yves Saindon, avocat

HEURES DE TOMBÉE

Avis légaux et appels d'offres

Les réservations doivent être faites avant **15 h** pour publication deux (2) jours plus tard.

Publications du **lundi** : Réservations avant **11 h le vendredi**

Publications du **mardi** : Réservations avant **15 h le vendredi**

POUR NOUS JOINDRE

avisdev@ledevoir.com

Tél. : 514-985-3344 // Fax : 514-985-3340

www.ledevoir.com/services-et-annonces/avis-publics
www.ledevoir.com/services-et-annonces/appels-d-offres

DOLLARAMA

DOLLARAMA INC. AVIS RELATIF AU FRACTIONNEMENT D'ACTION

AVIS est par les présentes donné que les actions ordinaires de Dollarama Inc. seront divisées à raison de trois pour une. Les actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 14 juin 2018 recevront en date du 19 juin 2018 deux actions ordinaires supplémentaires pour chaque action ordinaire détenue.

Par ordre du conseil
Michael Ross
Chef de la direction financière

Montréal, Québec
Le 7 juin 2018

QTMG

AVIS PUBLIC DE NOTIFICATION (135, 136 et 137 C.p.c.)

PAR ORDRE DE L'HUISSIER :

Avis est donné JOBILUS INC. que la partie demanderesse a déposé au greffe de la Cour du Québec, du district de IBERVILLE, une demande introductive d'instance et des l'avis d'assignation ont été laissés à l'intention de ce délai et vous pourriez devoir payer les frais de justice.

À Montréal, le 5 juin 2018

Soffi Lavoie,
huissier de justice

QTMG

AVIS PUBLIC DE NOTIFICATION (135, 136 et 137 C.p.c.)

PAR ORDRE DE L'HUISSIER :

Avis est donné MIGUEL CARVALHO ET GUILLAUME BOUTIN que la partie demanderesse a déposé au greffe de la Cour du Québec, du district de MONTRÉAL, une demande introductive d'instance. Une copie de cette demande et de l'avis d'assignation ont été laissés à l'intention de la partie défenderesse, au greffe du tribunal, au palais de justice de MONTRÉAL, situé au I RUE NOTRE-DAME EST A MONTRÉAL dans le dossier 500-22-246775-186. Il est ordonné à la partie défenderesse de se présenter au Palais de justice dans les 30 jours de la présente. A défaut de répondre dans le délai, un jugement par défaut pourrait être rendu contre vous sans autre avis des l'expiration de ce délai et vous pourriez devoir payer les frais de justice.

À Montréal, le 5 juin 2018

Soffi Lavoie,
huissier de justice

QTMG

AVIS PUBLIC DE NOTIFICATION (135, 136 et 137 C.p.c.)

PAR ORDRE DE L'HUISSIER :

Avis est donné JOBILUS INC. que la partie demanderesse a déposé au greffe de la Cour du Québec, du district de IBERVILLE, une demande introductive d'instance et des l'avis d'assignation ont été laissés à l'intention de ce délai et vous pourriez devoir payer les frais de justice.

À Montréal, le 5 juin 2018

Soffi Lavoie,
huissier de justice

QTMG

AVIS PUBLIC DE NOTIFICATION (135, 136 et 137 C.p.c.)

PAR ORDRE DE L'HUISSIER :

Avis est donné JOBILUS INC. que la partie demanderesse a déposé au greffe de la Cour du Québec, du district de IBERVILLE, une demande introductive d'instance et des l'avis d'assignation ont été laissés à l'intention de ce délai et vous pourriez devoir payer les frais de justice.

À Montréal, le 5 juin 2018

Soffi Lavoie,
huissier de justice

QTMG

AVIS PUBLIC DE NOTIFICATION (135, 136 et 137 C.p.c.)

PAR ORDRE DE L'HUISSIER :

Avis est donné JOBILUS INC. que la partie demanderesse a déposé au greffe de la Cour du Québec, du district de IBERVILLE, une demande introductive d'instance et des l'avis d'assignation ont été laissés à l'intention de ce délai et vous pourriez devoir payer les frais de justice.

À Montréal, le 5 juin 2018

Soffi Lavoie,
huissier de justice

QTMG

AVIS PUBLIC DE NOTIFICATION (135, 136 et 137 C.p.c.)

PAR ORDRE DE L'HUISSIER :

Avis est donné JOBILUS INC. que la partie demanderesse a déposé au greffe de la Cour du Québec, du district de IBERVILLE, une demande introductive d'instance et des l'avis d'assignation ont été laissés à l'intention de ce délai et vous pourriez devoir payer les frais de justice.

À Montréal, le 5 juin 2018

Soffi Lavoie,
huissier de justice

QTMG

AVIS PUBLIC DE NOTIFICATION (135, 136 et 137 C.p.c.)

PAR ORDRE DE L'HUISSIER :

Avis est donné JOBILUS INC. que la partie demanderesse a déposé au greffe de la Cour du Québec, du district de IBERVILLE, une demande introductive d'instance et des l'avis d'assignation ont été laissés à l'intention de ce délai et vous pourriez devoir payer les frais de justice.

À Montréal, le 5 juin 2018

Soffi Lavoie,
huissier de justice

QTMG

AVIS PUBLIC DE NOTIFICATION (135, 136 et 137 C.p.c.)

PAR ORDRE DE L'HUISSIER :

Avis est donné JOBILUS INC. que la partie demanderesse a déposé au greffe de la Cour du Québec, du district de IBERVILLE, une demande introductive d'instance et des l'avis d'assignation ont été laissés à l'intention de ce délai et vous pourriez devoir payer les frais de justice.

À Montréal, le 5 juin 2018

Soffi Lavoie,
huissier de justice

QTMG

AVIS PUBLIC DE NOTIFICATION (135, 136 et 137 C.p.c.)

PAR ORDRE DE L'HUISSIER :

Avis est donné JOBILUS INC. que la partie demanderesse a déposé au greffe de la Cour du Québec, du district de IBERVILLE, une demande introductive d'instance et des l'avis d'assignation ont été laissés à l'intention de ce délai et vous pourriez devoir payer les frais de justice.

À Montréal, le 5 juin 2018

Soffi Lavoie,
huissier de justice

QTMG

AVIS PUBLIC DE NOTIFICATION (135, 136 et 137 C.p.c.)

PAR ORDRE DE L'HUISSIER :

Avis est donné JOBILUS INC. que la partie demanderesse a déposé au greffe de la Cour du Québec, du district de IBERVILLE, une demande introductive d'instance et des l'avis d'assignation ont été laissés à l'intention de ce délai et vous pourriez devoir payer les frais de justice.

À Montréal, le 5 juin 2018

Soffi Lavoie,
huissier de justice

AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE

AVIS EST DONNÉ qu'en date du 25 mai 2018 un inventaire de la succession d'Yvan GUÉNETTE, en son vivant domicilié au 2221-A, rue Dorion, Montréal, Qc, H2K 4B5 et décédé le 10 mars 2018, a été fait.

Tel avis de clôture d'inventaire a été déposé au RDPRM et peut être consulté par les intéressés à l'étude de :

Me PIERRE BEAUDRY,
NOTAIRE
101 boulevard Davignon
Cowansville, Québec J2K 1N7
T : 450-266-4244

III LE MYTHE START-UP

Les sacrifices dont on ne parle (presque) pas

Pour découvrir la face cachée du monde des entreprises en démarrage, *Le Devoir* vous présente Le mythe start-up, un balado qui franchit chacune des étapes du véritable parcours d'un entrepreneur, ici à travers l'histoire du cofondateur de Clinia.ca, Simon Bédard. Dans le sixième et dernier épisode diffusé jeudi, les sacrifices qui se cachent derrière les histoires romancées.

KARL RETTINO-PARAZELLI
LE DEVOIR

À l'époque où il travaillait chez L'Oréal Canada, Simon Bédard a goûté à la vie d'un salarié « ordinaire ». Au salaire garanti, à l'horaire stable, aux avantages sociaux. Lorsqu'il a choisi de se lancer tête première dans le monde de l'entrepreneuriat, il savait qu'il allait devoir mettre une croix sur certains acquis, mais il n'aurait jamais pu prévoir que sa vie basculerait à ce point.

« Tu n'as aucune idée des sacrifices que tu vas avoir à faire lorsque tu te lances en affaires. Tu peux le lire, tu peux en entendre parler [...], mais c'est assez unique à chacun », raconte-t-il dans le sixième et dernier épisode du Mythe start-up.

Dans l'immédiat, il a dû renoncer à des sorties ou à des biens matériels. Changer sa garde-robe ou prendre une bière le samedi soir pouvait soudainement attendre, quand chaque dollar comptait. « Lorsque tu retombes à un faible salaire, ou à pas de salaire du tout, tu n'as pas le choix de revoir tes priorités », fait-il remarquer.

De l'avis de la plupart des entrepreneurs, le plus grand sacrifice est cependant humain. Simon explique qu'il est parfois difficile d'être sur la même longueur d'onde que ses proches, qui se demandent pourquoi il a renoncé aux avantages d'un emploi stable ou ce qui l'oblige à travailler à son entreprise un vendredi soir, par exemple.

« Quand tu as ta start-up, ton projet, ça devient central et tu ne peux pas prendre ça à la légère », dit-il.

« Tu fais juste me décourager »

Les sacrifices des jeunes entrepreneurs constituent bien souvent un sujet tabou

dans le monde de l'entrepreneuriat. Les histoires d'entrepreneurs à succès qui tentent de révolutionner le monde remplissent les pages des journaux — y compris *Le Devoir* —, mais le revers de la médaille fait rarement les manchettes.

« Je l'ai vu autour de moi, ça a détruit des couples, ça a détruit des familles, des finances personnelles ont été ruinées aussi. Il faut donc sérieusement y réfléchir », souligne Marc-Antoine Ducas, président de la compagnie Netlift qui a été le mentor de plusieurs entrepreneurs québécois.

La directrice générale de la Fondation Montréal inc., Liette Lamonde, a également pu constater à quel point l'entrepreneuriat peut creuser un fossé entre un entrepreneur et sa famille.

« Une jeune femme m'a même raconté qu'elle avait dit à sa mère : "Là, maman, je ne te parlerai pas pour les six prochains mois parce que je suis en train de lancer une entreprise, et que ça me tient à cœur. Tu ne comprends pas ce que je fais, et chaque fois que je t'en parle, tu fais juste me décourager. Et je n'ai pas besoin de ça." »

L'accumulation du stress, qu'il soit de nature financière ou autre, peut avoir de graves conséquences sur certains



Écoutez Le mythe start-up sur les plateformes numériques du Devoir

entrepreneurs. Un sondage dévoilé en début d'année par le Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec (RJCCQ) indique que 71,5 % des entrepreneurs interrogés ont dit faire face à un niveau élevé de détresse psychologique, et que ceux et celles qui sont en affaires depuis moins de cinq ans sont les plus touchés.

Selon l'étude, 11,1 % des entrepreneurs souffrent de dépression modérée et 6,6 %, de dépression sévère. « Cela peut paraître élevé puisque, à titre indicatif, 12,2 % de la population québécoise souffre d'un épisode dépressif au cours de sa vie », souligne le RJCCQ.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer ces résultats, mais le sondage offre quelques indices : 43 % des entrepreneurs interrogés travaillent plus de 50 heures par semaine et moins du tiers d'entre eux prennent plus de deux semaines de vacances par année.

« Cette étude met en lumière un aspect trop peu connu de l'entrepreneuriat, a déclaré en janvier le p.-d. g. du RJCCQ, Monsef Derraji, en insistant sur l'importance de briser l'isolement des entrepreneurs. Il est temps de prendre au sérieux une telle problématique et de tenter d'y apporter des solutions. »

Les enchères du spectre 5G auront lieu en 2020

DAVID PADDON
À TORONTO
LA PRESSE CANADIENNE

Le gouvernement canadien tiendra une vente aux enchères de spectre sans fil pour les réseaux mobiles de cinquième génération en 2020, a annoncé mercredi le ministre de l'Innovation, Navdeep Bains — un échéancier qui ne devrait pas satisfaire les principaux fournisseurs du pays.

Des acteurs de l'industrie ont appelé à la tenue en 2019 de la vente aux enchères du spectre dans la gamme de fréquences de 3,5 gigahertz, afin de s'aligner sur le calendrier de plusieurs autres pays, alors que les fabricants de téléphones développent des équipements capables d'utiliser les nouveaux réseaux. Mais le ministre Bains a affirmé que l'échéancier du gouvernement s'assurerait que le spectre du 5G soit en mesure de répondre à la demande des consommateurs pour les réseaux mobiles ultrarapides que les grands fournisseurs mettent en place.

M. Bains a également indiqué que le Canada envisageait de procéder à deux autres enchères de spectre — en 2019 et en 2021 — qui seront également utiles pour les réseaux de cinquième génération. L'annonce du gouvernement a été faite à l'issue du Sommet canadien des télécommunications de Toronto, une grande rencontre annuelle de l'industrie.

Lundi, le chef de la technologie de Telus avait déclaré, à cette même conférence, que les consommateurs canadiens seraient désavantagés si le gouvernement ne procédait pas à la tenue des enchères avant 2020. « Vous ne pourrez pas, en tant que Canadien, utiliser le dernier téléphone Samsung, ou le dernier LG, ou le dernier Huawei, ou même le dernier iPhone, avant 2021 », avait affirmé Ibrahim Gedeon lors d'un entretien après son discours de lundi.

Mais M. Bains, qui est ministre de l'Innovation, de la Science et du Développement économique (ISDE), a fait valoir mercredi que son ministère estimait que la date de 2020 convenait aux enchères du 3,5 GHz. Il a également noté que l'ISDE avait déjà annoncé une vente aux enchères pour le spectre de 600 MHz en 2019 — qui serait, selon M. Bains, compatible avec le 5G. L'ISDE procédera en outre à d'autres enchères en 2021 pour le spectre des ondes millimétriques, aussi compatible avec le 5G.

« Nous croyons que cela nous place dans une position relativement solide par rapport à nos pairs à l'international », a déclaré M. Bains lors d'un entretien réalisé peu de temps avant son discours. « Nous serons toujours en avant de l'Australie et de l'Allemagne et figurerons parmi les cinq premiers pays en ce qui a trait à la disponibilité du spectre pour le 5G. »



Un Boeing 747 d'Iran Air à Téhéran

HASAN SARBAKHSHIAN ASSOCIATED PRESS

III SANCTIONS AMÉRICAINES

Boeing ne livrera pas d'avions à l'Iran

Ces contrats devaient soutenir des « dizaines de milliers » d'emplois aux États-Unis

AGENCE FRANCE-PRESSE

New York — L'avionneur Boeing, qui a reçu des commandes d'Iran Air et d'Aseman Airlines, deux compagnies iraniennes, pour un montant total de 20 milliards de dollars, ne livrera pas ces appareils après le retrait des États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien, a indiqué mercredi à l'AFP un porte-parole.

« Pour être clair sur les commandes, nous n'avons encore livré aucun appareil à l'Iran et vu que nous n'avons plus de licence pour commercer avec l'Iran, nous ne livrerons aucun appareil » à Téhéran, a affirmé par courriel ce porte-parole. Il a insisté sur le fait que Boeing n'avait jamais comptabilisé dans son bilan ces commandes, parmi les plus gros contrats signés par une entreprise étrangère suivant l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien.

Boeing et Iran Air, la compagnie na-

110

C'est le nombre d'appareils qui faisaient partie des contrats que Boeing avait signés avec Iran Air et avec Aseman Airlines

tionale, avaient signé en décembre 2016 leur plus gros contrat depuis près de 40 ans, portant sur l'achat de 80 appareils d'une valeur de 16,6 milliards. L'avionneur américain avait également finalisé un contrat d'une valeur de 3 milliards portant sur la vente de 30 appareils 737 MAX à la compagnie aérienne Aseman Airlines. La livraison était prévue entre 2022 et 2024. Boeing avait alors indiqué que ces contrats allaient permettre de soutenir des « dizaines de milliers » d'emplois aux États-Unis.

Mais le 8 mai, le gouvernement Trump avait décidé de rétablir l'intégralité des sanctions imposées à Téhéran, conséquence du retrait américain de l'accord sur le nucléaire. Il avait été donné une période de 90 à 180 jours aux entreprises américaines et à celles ayant accès au système financier américain pour résilier les anciens contrats noués en Iran. Il leur était également interdit d'en conclure de nouveaux.

Outre Boeing, d'autres entreprises américaines (General Electric) et étrangères (la major pétrolière française Total et le constructeur automobile français PSA Peugeot Citroën) ont commencé à organiser leur sortie d'Iran.

La pression est désormais sur Airbus, qui a enregistré des commandes de compagnies aériennes iraniennes (Iran Air Tour, Zagros Airlines) pour 100 avions au total, dont des A320neo, valorisés à près de 10 milliards de dollars. L'avionneur européen a des usines aux États-Unis, et un nombre important de pièces installées dans ses appareils sont fabriquées sur le sol américain, ce qui soumet automatiquement Airbus aux sanctions de Washington.

Dans l'ensemble, c'est un coup dur pour l'industrie aéronautique parce que l'Iran aura besoin de 400 à 500 avions de ligne dans la prochaine décennie, selon l'Organisation iranienne de l'aviation civile.

III COUPE STANLEY

Les Caps ne voient pas au-delà du prochain match

JOSHUA CLIPPERTON
À LAS VEGAS
LA PRESSE CANADIENNE

À une victoire de soulever la coupe Stanley, les Capitals de Washington essaient de ne pas penser au-delà de la période suivante ou de leur prochaine présence sur la patinoire.

Malheureusement, c'est beaucoup plus facile à dire qu'à faire. Les Capitals mènent la finale de la Coupe Stanley 3-1 face aux Golden Knights de Vegas et ne sont donc plus qu'à 60 minutes de jeu de leur premier titre en 43 ans d'histoire. Il s'agirait aussi d'un premier championnat pour une équipe professionnelle majeure de Washington depuis 1992. « La plupart d'entre nous n'ont jamais été dans cette position, a déclaré Alex Ovechkin après l'entraînement de mercredi au T-Mobile Arena. Personnellement, j'essaie de ne pas trop penser à ce qui se passe et de me concentrer sur différentes choses. Mais c'est difficile. »

Les Capitals sont tout près de réaliser quelque chose de spécial pour une ville qui a souffert au niveau sportif depuis le triomphe des Redskins au Super Bowl il y a 26 ans.

Avant ce printemps, les équipes du District de Columbia n'avaient même pas réussi à se rendre en finale d'association depuis la seule autre participation des Capitals à la finale de la Coupe Stanley, en 1998, quand ils avaient été balayés par les Red Wings de Detroit.

Et il y a les Capitals, qui ont perdu cinq séries dans leur histoire alors qu'ils menaient 3-1, le plus récemment au premier tour des séries de 2010, puis de nouveau au deuxième tour en 2015.

Les joueurs actuels sont conscients du passé, mais ils insistent sur le fait que la pression extérieure n'a pas d'impact sur leur esprit collectif. « Notre équipe aime simplement jouer ensemble, aime aller sur la patinoire et s'amuser, faire des efforts, travailler dur et le faire l'un pour l'autre, a déclaré le gardien Braden Holtby. Tout le reste ne nous concerne pas. Nous n'en parlons pas. »

En dépit de leur histoire sportive éprouvante, les amateurs de sports de Washington devraient être confiants avant la rencontre de jeudi.



Selon l'État hébreu, le champion argentin Lionel Messi, entre autres, a cédé aux admonestations palestiniennes.
EITAN ABRAMOVICH AGENCE FRANCE-PRESSE

III COUPE DU MONDE DE SOCCER

Annulation d'un match préparatoire en Israël

LAURENT LOZANO
JOSEPH DYKE
À JÉRUSALEM
À RAMALLAH
AGENCE FRANCE-PRESSE

L'annulation du match de préparation au Mondial-2018 Israël-Argentine à Jérusalem a soulagé les Palestiniens, qui craignaient de voir l'idole Lionel Messi se prêter à une opération à leurs yeux politique, et a apparemment soulagé la sélection sud-américaine, circonspecte quant à son intérêt sportif.

En revanche, Israël, qui aurait payé cher pour faire venir samedi à Jérusalem l'un des favoris du Mondial et se faisait une fête de ce match l'année de son 70^e anniversaire, voit à nouveau un événement à fort retentissement être parasité par le conflit avec les Palestiniens.

Pour Israël, le double vainqueur de la Coupe du monde de soccer a cédé aux admonestations palestiniennes : l'État hébreu a laissé clairement entendre que les Messi, Paulo Dybala et autres Angel Di Maria pouvaient avoir craint pour leur intégrité physique. Le ministre de la Défense, Avigdor Lieberman, un des poids lourds du gouvernement, s'est désolé « que l'élite du soccer argentin n'ait pas su résister aux pressions de ceux qui prèchent la haine d'Israël ».

« Capitulation devant le terrorisme », a

titré le journal progouvernemental *Israel Hayom*.

Sur fond de conflit persistant avec Israël depuis des décennies, la Fédération palestinienne, quant à elle, a salué le « triomphe » du sport sur l'exploitation politique qu'Israël comptait selon elle faire du match.

« Un carton rouge du reste du monde aux Israéliens », a dit à la presse le président de la fédération, Jibril Rajoub.

Israël est en butte à une campagne globale de boycottage contre l'occupation et la colonisation des Territoires palestiniens.

Événement lourd de sens

Le match n'a pas seulement été ratrapé par le conflit. Il a aussi suscité une foule de questions, en Argentine quant à son intérêt sportif dans une période cruciale de préparation, et en Israël quant à son organisation.

Celle-ci semble avoir été largement pilotée par la ministre de la Culture, Miri Regev, très impliquée dans la célébration du 70^e anniversaire.

Au contraire, un porte-parole de la Fédération de soccer, interrogé cette semaine, avait indiqué à l'AFP que son instance ne l'était pas.

Sur les quelque 31 000 places du Teddy Stadium, seules 20 000 ont été proposées au public — 10 000 ont été préemptées —, alimentant les interrogations sur le caractère purement sportif de la manifestation.

Le ministre de la Défense, Avigdor Lieberman, [...] s'est désolé « que l'élite du soccer argentin n'ait pas su résister aux pressions de ceux qui prèchent la haine d'Israël »

III ROLAND-GARROS

Demi-finale: Halep affrontera Muguruza

SAMUEL PÉTREQUIN
PARIS
ASSOCIATED PRESS

Après que le dernier revers d'Angelique Kerber eut rebondi hors des limites du court Suzanne-Lenglen, Simona Halep s'est retournée vers les membres de son clan et a pointé en direction de sa tête.

Venant d'une joueuse dont la force de caractère a souvent été remise en question, il s'agissait d'un geste significatif.

Favorite de la compétition et numéro un au monde, Halep a montré des nerfs d'acier pour renverser la vapeur après un mauvais début de match de quarts de finale. Après deux heures et quarante minutes de jeu, la Roumaine est venue de l'arrière pour éliminer sa rivale allemande 6-7 (2), 6-3, 6-2.

Ce triomphe contre la 12^e tête de série a permis à Halep d'atteindre les demi-finales à Roland-Garros pour la troisième fois de sa carrière. « Tout était une question de mental, a affirmé Halep. Je pense que c'est la raison pour laquelle j'ai gagné aujourd'hui. Ma tête a gagné. »

Halep a connu un laborieux début de rencontre et tirait de l'arrière 0-4 dans le set initial. Elle a combattu au point de provoquer un bris d'égalité, mais une perte de concentration lui a fait perdre la manche lorsqu'elle a concédé cinq points d'affilée. « Après la première manche, je suis demeurée forte, je n'ai jamais abandonné, a déclaré Halep.

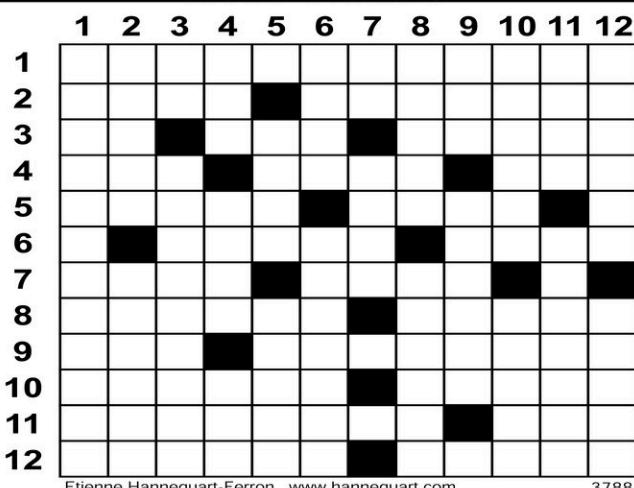
Un duel

En demi-finale, Halep affrontera l'Espagnole Garbine Muguruza, troisième tête de série, qui a rossé Maria Sharapova 6-2, 6-1 en 70 minutes dans un duel d'anciennes championnes. Muguruza n'a pas concédé une seule manche depuis le début de la compétition.

« Je ne me vois pas comme la favorite pour ce match, parce qu'elle a joué mieux que moi cette saison, a affirmé Muguruza, gagnante des Internationaux de France en 2016 et des Internationaux de Wimbledon en 2017. « Elle adore la terre battue. Elle adore Roland-Garros. Elle l'a prouvé. »

Troisième tête de série du tableau du simple féminin, Muguruza avait perdu ses trois rendez-vous précédents avec Sharapova, dont deux des cinq titres du Grand Chelem ont été signés sur la terre battue parisienne.

MOTS CROISÉS



Etienne Hannequart-Ferron www.hannequart.com 3788

HORIZONTALEMENT

- Absence de sobriété dans les paroles.
- Parfois blanche - Industrie et commerce du livre en général.
- Pronom démonstratif - Agent secret du Bien-Aimé - Série de divers aspects de choses de même nature.
- Temps écoulé depuis la naissance - Parasite du chien - Poisson marin.
- Passe la langue sur - Dans la bière.
- Riche - Elle est éliminée par les reins.
- Consommer - Insecte plat.
- Disculpées - Sport de combat.
- Personnage de conte - Maghrébin.
- Travailler - Convenable.
- Figures géométriques - Des policiers y travaillent.
- Oeuvre de Virgile - Flamberges.

- Cumulus - Bar du Far West.
- Curie - Crustacé d'eau douce.
- Déplacé - Tête de saumon - Petit singe.
- L'Algérie en fait partie - Augmente.
- Très fin - Rebelle.
- Idem - Mollusque.
- État d'Afrique, au Sud de l'Algérie - Froissé.
- Dans l'alphabet grec - Bière belge forte.
- Entourer d'un halo - Coiffure d'apparat.
- Perte de conscience - Vraiment épuisé.
- Agacé - Greffés.

1 MACREUSE NEE
2 ACHE SECRETS
3 NIELLE HAMAC
4 DENUÉ SOLEIL
5 ARA SPIERA
6 RILETAL TGV
7 NAJASCAIT O
8 NURSE LOTUS
9 VANTARD PAPE
10 INTERUSINER
11 STERILE ETRE

3787
SOLUTION DU DERNIER NUMÉRO

Sudoku par Fabien Savary

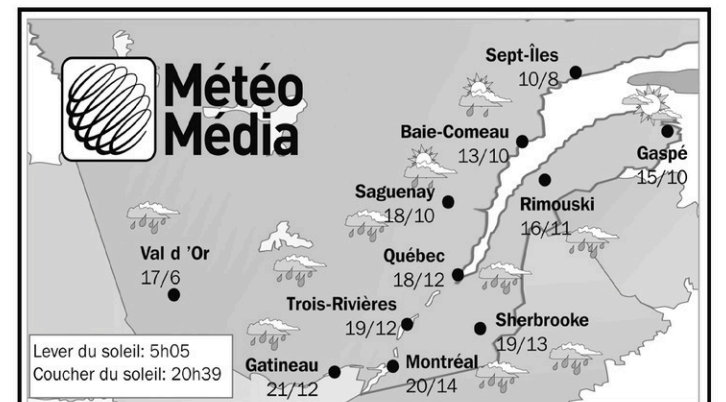
	6		8			7		
	2				7			4
1		8		4				
6								1
7	8			5	4	3	9	
			5	9	2			7
								5
5	3	6						

Niveau de difficulté : DIFFICILE 3925

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier numéro

7	8	5	2	9	3	1	6	4
2	3	6	4	1	5	8	9	7
4	1	9	7	6	8	5	3	2
3	5	7	6	2	1	9	4	8
9	6	1	8	7	4	3	2	5
8	4	2	5	3	9	6	7	1
6	7	3	1	8	2	4	5	9
5	9	8	3	4	7	2	1	6
1	2	4	9	5	6	7	8	3



Canada	Auj.	Demain	Le Monde	Auj.	Demain
Edmonton	Sol 28/14	Sol 27/12	Londres	Ave 24/13	Var 23/14
Moncton	Sol 20/10	Plu 17/8	Los Angeles	Sol 23/15	Sol 25/16
Saint-Jean	Sol 15/10	Ave 16/9	Mexico	Ave 26/14	Ave 26/14
Toronto	Var 25/13	Sol 20/14	New York	Var 22/16	Sol 26/18
Vancouver	Var 18/12	Plu 15/10	Paris	Var 24/16	Ave 25/18
Winnipeg	Sol 26/14	Ave 26/15	Tokyo	Var 25/20	Sol 26/21

Montréal	Ce soir	Demain	Samedi	Dimanche
Aujourd'hui 20	14	22/12	24/11	22/12
Averses (pdp 40%).	Ciel variable.	Ensoleillé.	Averses.	Généralement ensoleillé.

Québec	Ce soir	Demain	Samedi	Dimanche
Aujourd'hui 18	12	21/10	20/8	20/8
Faible pluie (pdp 70%).	Averses (pdp 70%).	Généralement ensoleillé.	Averses (pdp 40%).	Généralement ensoleillé.

Gatineau	Ce soir	Demain	Samedi	Dimanche
Aujourd'hui 21	12	22/11	24/10	23/9
Averses (pdp 60%).	Passages nuageux.	Ensoleillé.	Passages nuageux.	Généralement ensoleillé.

Pour que le pique-nique ne tombe pas à l'eau, accédez en tout temps à la météo.

Téléchargez MétéoÉclair sur votre téléphone intelligent.

Météo Média



SUDOKU : le logiciel

10 000 sudokus inédits de 4 niveaux de difficulté par notre expert Fabien Savary
En exclusivité sur le site des Mordus
www.les-mordus.com

Un gouvernement féminin tourné vers l'Europe en Espagne

ÁLVARO VILLALOBOS
À MADRID
AGENCE FRANCE-PRESSE

Le socialiste espagnol Pedro Sánchez, arrivé au pouvoir après la chute du conservateur Mariano Rajoy, a présenté mercredi un gouvernement pro-européen et majoritairement féminin.

Avec onze femmes et six hommes, dont un astronaute au ministère des Sciences, ce gouvernement qui prètera serment jeudi devant le roi Felipe VI est le plus féminin que l'Espagne ait jamais connu.

C'est aussi le plus minoritaire depuis le rétablissement de la démocratie et il n'ira probablement pas jusqu'au bout de la législature en 2020. Pedro Sánchez a d'ailleurs remercié son équipe d'avoir « accepté de servir pendant les prochains mois ».

Le Parti socialiste ne dispose en effet que de 84 députés sur 350 et aura la marge de manœuvre que voudront bien lui laisser le parti de gauche radicale Podemos, les nationalistes basques et les indépendantistes catalans, qui ont soutenu vendredi la motion de censure contre M. Rajoy.

En pleins préparatifs du Brexit au

Royaume-Uni, et alors que l'Italie vient de voir se former un gouvernement eurosceptique, l'exécutif espagnol a volontairement un caractère pro-européen marqué.

Sánchez, 46 ans et sans expérience du pouvoir, a ainsi nommé l'ancien président du Parlement européen Josep Borrell aux Affaires étrangères et l'actuelle directrice du budget de l'UE, Nadia Calviño, à l'Économie.

«Le meilleur de la société»

La composition de ce gouvernement est « le reflet du meilleur de la société » espagnole, « paritaire, intergénérationnelle et ancrée dans l'UE », a-t-il déclaré.

Accordant une place prépondérante aux femmes, Sánchez a nommé Carmen Calvo, 60 ans, ancienne ministre de la Culture (2004-2007), comme vice-présidente. Elle dirigera un ministère de l'Égalité, une question prioritaire pour le gouvernement, trois mois après une « grève générale féministe » d'ampleur inédite le 8 mars.

L'ancienne procureure antiterroriste Dolores Delgado arrive à la Justice et l'ancienne juge de la Cour suprême Margarita Robles à la Défense. Isabel

Celaá sera chargée de l'Éducation, Magdalena Valerio du Travail, Carmen Montón de la Santé.

Les femmes se sont vu confier tant de maroquins que la presse espagnole se demande si le Conseil des « ministros » (ministres au masculin) ne devrait pas être rebaptisé des « ministras » (au féminin).

À côté de Nadia Calviño à l'Économie, María Jesús Montero prend le portefeuille des Finances. Assumant déjà cette responsabilité au gouvernement régional de l'Andalousie, elle avait ainsi dû pratiquer dans sa région les coupes claires dans les dépenses publiques ordonnées par le gouvernement conservateur.

Cette équipe devra respecter les « engagements européens » en matière de déficit public, qui doit être réduit cette année à 2,2 % du PIB. Au nom de « la stabilité », Sánchez s'est engagé à conserver le budget de l'État 2018 élaboré par les conservateurs, en passe d'être examiné par le Sénat.

« L'Espagne croît de 3 % [par an] mais ne répartit pas la richesse », a souligné M. Sánchez en promettant de lutter pour l'égalité et contre la pauvreté infantile.

Des milliers de Chiliennes dans la rue



Santiago du Chili — Des milliers de Chiliennes ont manifesté mercredi dans plusieurs villes du pays pour réclamer davantage d'égalité et une éducation moins sexiste, dans le cadre d'un mouvement né à l'université qui fait peu à peu tache d'huile dans l'ensemble du pays. Mobilisées sous le slogan « Nous sommes toutes victimes de la précarisation : étudiantes, migrantes, mères et travailleuses dans la rue ! », les manifestantes se disent victimes d'un machisme tenace et d'une inégalité de traitement dans la société chilienne. Dans les défilés de la capitale, Santiago, ces femmes accompagnées de quelques centaines d'hommes réclamaient mercredi « une éducation féministe », ainsi que la fin des féminicides et du harcèlement dont elles sont la cible. Quelque 15 000 manifestants ont défilé à Santiago. Ce mouvement des femmes chiliennes a débuté dans les universités fin avril, au moment du scandale provoqué en Espagne par un jugement ayant disculpé de « viol » cinq hommes condamnés pour « abus sexuel » sur une fille de 18 ans.

CLAUDIO REYES AGENCE FRANCE-PRESSE

III PRIMAIRES

Les démocrates résistent en Californie

ELODIE CUZIN
À WASHINGTON
AGENCE FRANCE-PRESSE

Les démocrates américains poussaient un soupir de soulagement mercredi après être parvenus à surmonter une vague de primaires en Californie qui menaçait leurs espoirs de reconquérir le Congrès à Washington cet automne aux élections de mi-mandat.

« Les démocrates l'ont échappé belle », analyse Paul Beck, professeur de sciences politiques à l'Université de l'Ohio.

Ironiquement, c'est une surdose d'enthousiasme qui avait fait craindre pour leurs chances à la Chambre : une avalanche de candidats galvanisés, ultramo-

tivés par leur défiance envers le président Donald Trump, étaient en lice. Problème : le système des primaires dans cet État envoie aux élections les deux candidats qui remportent le plus de voix, toute couleur politique confondue.

D'où le risque de voir les démocrates, trop nombreux, cannibaliser leur unique source de voix et laisser passer deux républicains pour l'élection finale, alors même que le parti compte sur la Californie pour décrocher un maximum de nouveaux sièges à la Chambre des représentants.

La catastrophe a finalement été évitée, les démocrates parvenant à placer un candidat dans au moins quatre circonscriptions détenues par des républicains qu'ils visent en novembre (cer-

tains résultats tardaient à être connus).

« Ils pourraient décrocher au moins cinq sièges en Californie », estime Paul Beck, sur les 24 qu'ils doivent arracher aux républicains pour reconquérir la Chambre.

Du côté du Sénat, Dianne Feinstein, figure emblématique du Capitole, a remporté aisément sa place au deuxième tour, où elle fera face à un autre démocrate, Kevin de Leon. La sénatrice de Californie, âgée de 84 ans, devrait facilement décrocher un nouveau mandat.

Dans la course pour remplacer le gouverneur démocrate de Californie, Jerry Brown, l'ex-maire de San Francisco Gavin Newsom s'est largement qualifié.

EN BREF

Téhéran accroît la pression

PARIS — L'Iran a enfoncé le clou mercredi en confirmant sa volonté de relancer son programme nucléaire en cas d'annulation de l'accord international de 2015, au grand dam des Européens qui tentent à la fois de sauver l'accord et de préserver leurs entreprises de sanctions américaines. Téhéran a entamé des « travaux préparatoires au cas où le JCPOA [l'acronyme officiel de l'accord] viendrait malheureusement à échouer, de façon à ce que l'Iran puisse relancer ses activités sans les restrictions liées au JCPOA », a déclaré son ambassadeur auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Reza Najafi, corroborant les informations en ce sens de l'agence de presse iranienne Fars. « Cette initiative est assez malvenue. Cela montre une forme d'irritation et c'est toujours dangereux de flirter avec les lignes rouges », a répondu le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian. La France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont par ailleurs indiqué mercredi avoir demandé aux États-Unis des exemptions de sanctions pour leurs sociétés présentes en Iran.

Agence France-Presse

Le fils de Bobby Kennedy veut une nouvelle enquête

WASHINGTON — Cinquante ans après l'assassinat de son père dont il porte le prénom, Robert F. Kennedy fils souhaite une nouvelle enquête sur le crime. Un homme, Sirhan Sirhan, purge pourtant actuellement une peine de prison à perpétuité en Californie pour le meurtre de l'étoile du Parti démocrate que l'on voyait s'emparer de la Maison-Blanche. Mais le fils de Bobby Kennedy n'est pas convaincu que le détenu d'origine palestinienne est bien le meurtrier, ou alors qu'il a agi seul. Parmi les points troublants figure le fait que l'ex-ministre de la Justice ait été touchée par une balle tirée à bout portant derrière l'oreille droite, alors que Sirhan était censé lui faire face. Robert F. Kennedy fils a révélé au *Washington Post* la semaine dernière qu'il avait rendu visite à Sirhan Sirhan en prison en décembre. Le détenu est aujourd'hui âgé de 74 ans. « J'étais troublé à l'idée que la mauvaise personne puisse avoir été condamnée pour le meurtre de mon père », a-t-il affirmé.

Agence France-Presse

Irak : on recompte !

BAGDAD — Le Parlement irakien a ordonné mercredi un nouveau décompte des voix, manuel, et limogé la commission ayant supervisé les législatives, près d'un mois après ce scrutin remporté à la surprise générale par le turbulent chef chiite Moqtada al-Sadr. Le 12 mai, moins de la moitié des 24 millions d'électeurs ont voté et porté en tête deux listes antisystèmes. En premier, celle d'al-Sadr dans une alliance inédite avec les communistes et, en seconde, celle des anciens combattants du Hachd al-Chaabî, de retour de la guerre contre le groupe État islamique (EI). Aussitôt, plusieurs barons de la politique irakienne, inamovibles depuis des années mais pas reconduits cette fois-ci, se sont lancés dans une campagne visant à annuler les résultats, obtenus selon eux par la fraude. La plupart des soupçons portent sur le vote des expatriés et des déplacés dans les camps — soit un peu plus d'un million de voix. Des candidats dénoncent également l'utilisation de machines de vote électroniques — une première dans le pays. Le Parlement a précisé qu'aucune machine ne serait utilisée pour le nouveau dépouillement, uniquement manuel.

Agence France-Presse

Trump commue la peine d'une détenue soutenue par Kim Kardashian

WASHINGTON — Le président américain, Donald Trump, a commué mercredi la peine de prison à vie d'une femme de 63 ans, une décision immédiatement saluée par la vedette de télé-réalité Kim Kardashian, qui avait plaidé la cause de la détenue à la Maison-Blanche. La bénéficiaire de la mesure de clémence, Alice Marie Johnson, a été présentée comme une détenue modèle, dans un communiqué de l'exécutif. Cette arrière-grand-mère « a purgé près de vingt-deux années dans une prison fédérale pour un délit commis sans antécédents judiciaires », a justifié la Maison-Blanche. Impliquée dans un trafic de cocaïne, M^{me} Johnson avait été condamnée en 1996 à la perpétuité réelle, conformément à une législation très répressive prévoyant de lourdes peines plancher dans les affaires de drogue. Une sentence « bien trop sévère au regard de l'infraction », a souligné mercredi l'ACLU, grande organisation américaine de défense des libertés, en remerciant le président et en l'incitant à commuer d'autres « lourdes condamnations ».

Agence France-Presse

III SOUDAN DU SUD

Des récits à glacer le sang

SAM MEDNICK
À KINSHASA
ASSOCIATED PRESS

Les récits des atrocités glacent le sang. Une jeune fille étranglée et victime d'un viol collectif. Des enfants enfermés dans une hutte et brûlés vifs par des soldats du gouvernement.

Ces atrocités et d'autres sont dévoilées dans 14 rapports vus par l'Associated Press, mais qui n'ont pas encore été publiés par l'organisme indépendant chargé de surveiller le cessez-le-feu inutile imposé en décembre au Soudan du Sud, un pays déchiré par la guerre civile depuis maintenant cinq ans.

14

rapports encore non publiés dévoilent les atrocités perpétrées dans le Soudan du Sud

Les rapports auraient dû être publiés le mois dernier lors d'une réunion dirigée par la Commission paritaire de contrôle et d'évaluation, mais le gouvernement du Soudan du Sud n'y a pas participé, privant la réunion du quorum nécessaire pour que les récits de ces violences soient rendus publics.

Une représentante de Human Rights Watch en Afrique, Jehanne Henry, a indiqué que ces rapports « contiennent des preuves que les soldats continuent à tuer, violer et détruire la propriété ». La décision de garder secrets ces crimes atroces qui se poursuivent envoie le mauvais message, a-t-elle ajouté.

Seulement cinq de ces rapports ont

été publiés cette année.

L'Union africaine et le bloc régional de l'Afrique de l'Est qui assure la médiation des pourparlers de paix au Soudan du Sud devraient agir, a déclaré Edmund Yakani, le directeur général du groupe local Community Empowerment for Progress Organization. « Le silence sur les violations ne fait qu'encourager de nouvelles violations », a-t-il déclaré.

Les participants à la réunion ont dit que des copies des rapports sur les atrocités ont été distribuées aux diplomates des États-Unis, des Nations unies, du Royaume-Uni et d'ailleurs, mais aucun ne les a dévoilés publiquement.

Le 98,5 FM mène encore dans les sondages radio

L'antenne de Cogeco a quand même vu ses parts de marché chuter, comme plusieurs autres fréquences

PHILIPPE PAPINEAU
LE DEVOIR

Pour un sixième coup de sonde de suite, la radio montréalaise est dominée par le 98,5 FM, qui trône au sommet du décompte de la firme Numeris. Mais l'antenne de Cogeco, comme plusieurs fréquences d'ailleurs, a quand même vu ses parts de marché chuter.

Ce printemps, si on considère l'ensemble de la diffusion, le 98,5 FM a enregistré des parts de 19,6 %, devant Rythme FM (14,8 %) et Radio-Canada (14,7 %).

Mais la station de Paul Arcand, Bernard Drainville et Isabelle Maréchal a

tout de même subi une baisse moyenne de 2,6 points de pourcentage par rapport à la même période l'année dernière, ce qui équivaut à une chute de 11 % des auditeurs. L'émission de M. Arcand reste en progression, ce dernier demeurant l'animateur du matin le plus écouté au Canada. En après-midi, toutefois, le 98,5 FM reste au sommet de 15 h à 18 h, mais a connu une baisse de presque 4 points de pourcentage, passant de 19,8 à 15,9 %.

Des baisses un peu partout. Si comme d'habitude la plupart des stations ont souligné hier leurs bons coups par voie de communiqué, le sondage PPM de Numeris montre que tous âges et se-

19,6 %

parts de marché du 98,5 FM au printemps 2018

xes confondus, plusieurs fréquences ont connu des baisses d'écoute. Outre le 98,5 FM, CKOI, Énergie, Ici Musique et Radio Circulation ont perdu des plumes.

Radio-Canada monte encore. Avec un léger gain de 0,2 point de pourcentage, Ici Première (14,7 %) fracasse encore une fois son propre record depuis l'instauration des sondages de Numeris en 2008. L'écoute y est en progression le midi et en après-midi pendant la semaine. Le samedi matin, par contre, l'émission *Samedi et rien d'autre* reste en tête, mais a perdu 6,5 points de pourcentage, passant de 29,9 % à 23,4 % entre le printemps dernier et celui de 2018.

Bleu, blanc, Rouge ? Si Rythme FM a gagné quelques auditeurs, c'est du côté de Rouge FM que les hausses sont les plus importantes. La station a connu une montée de quelque 19 % de son auditoire. La progression vient principalement des femmes de 25 à 54 ans, qui sont quelque 47 % plus nombreuses à être à l'écoute.

À noter, la station anglophone TSN, au 690 sur la bande AM, a probablement profité de la présence d'équipes canadiennes en séries éliminatoires de la LNH. La station a connu une hausse fulgurante de 340 % de ses parts de marché. Du côté du 91,9 Sports, le nombre d'auditeurs a progressé de quelque 7 %.

III MÉDIAS

Charlie Hebdo transmet sa mémoire post-attentat

Les Archives de Paris classeront puis diffuseront des milliers de documents reçus par le magazine après janvier 2015

SÉVERINE ROUBY
À PARIS
AGENCE FRANCE-PRESSE

Des milliers de dessins, des lettres d'amour, de soutien ou d'insultes... *Charlie Hebdo* veut donner aux Archives de Paris tous les documents reçus après l'attentat de janvier 2015 qui a décimé une partie de la rédaction de l'hebdomadaire satirique.

« Ce sont tous les courriers qu'on a reçus après. Je pense que ça fait partie de l'histoire et de la mémoire de la ville de Paris », explique à l'AFP Riss, directeur et codétenteur de *Charlie Hebdo*.

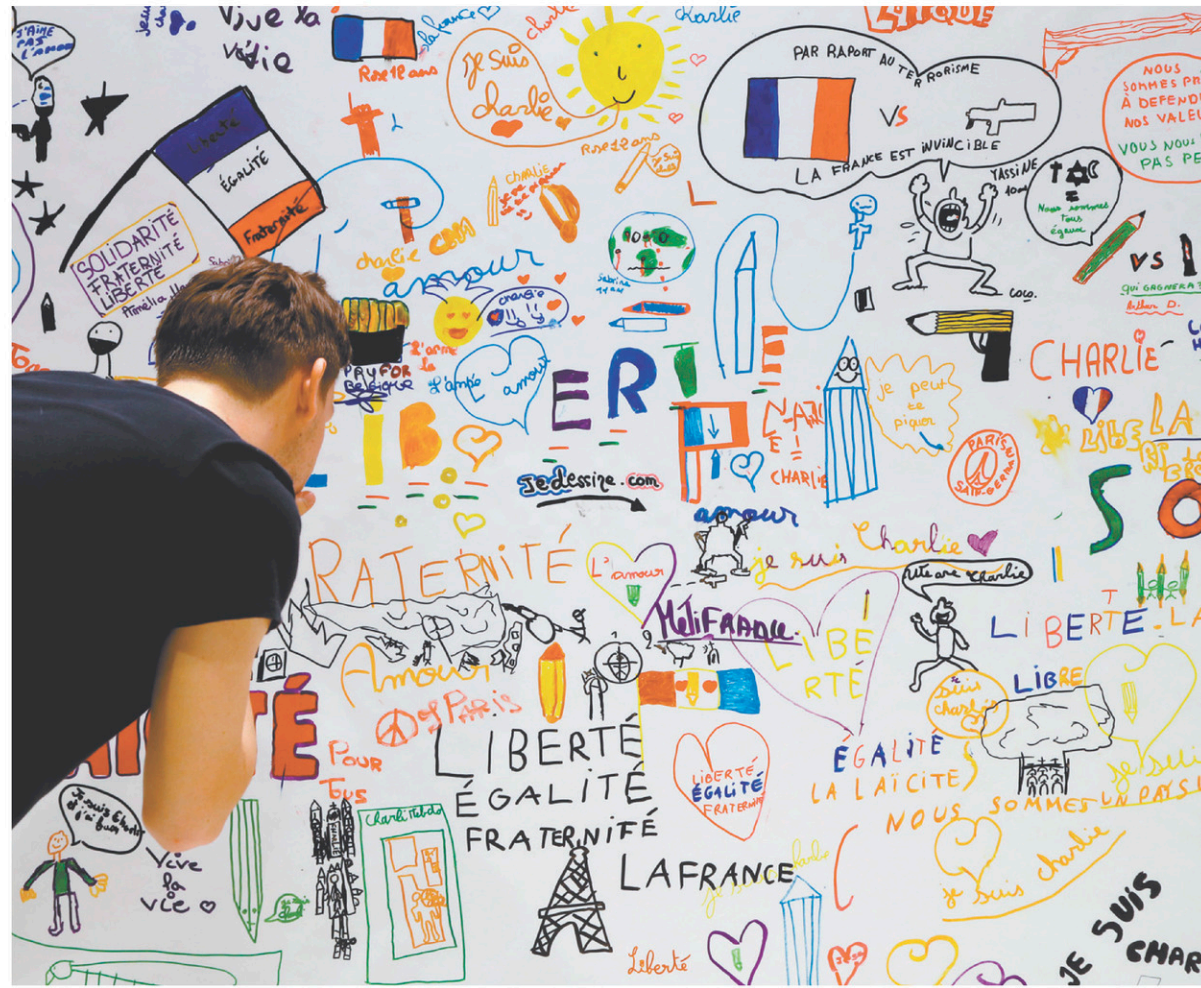
Le 7 janvier 2015, l'hebdomadaire avait été la cible d'une attaque djihadiste lors de laquelle deux hommes armés avaient exécuté 11 personnes dans ses locaux parisiens. Parmi les victimes, des figures emblématiques comme Cabu, Wolinski, Honoré, Tignous ou l'ex-directeur de la rédaction, Charb. Cette attaque a marqué le début d'une vague d'attaques djihadistes sans précédent en France.

Le 11 janvier 2015, plus de quatre millions de personnes étaient descendues dans les rues des grandes villes de France, suivant le mot d'ordre « Je suis Charlie », en défense de la liberté d'expression.

Une fois classés par les Archives, ces documents reçus après l'attentat seront accessibles au public, notamment aux chercheurs, à l'instar des milliers de témoignages de soutien déposés sur les sites des attentats du 13 novembre 2015 (130 morts à Paris et à Saint-Denis) et indexés par les Archives de Paris.

Pour être effectif, ce projet doit encore être validé par le Conseil de Paris lors de sa prochaine réunion en juillet. Depuis plus de 200 ans, les Archives de Paris collectent, classent, conservent et communiquent des documents d'intérêt historique, concernant Paris ou l'ancien département de la Seine.

Pour Guillaume Nahon, directeur des



Archives de Paris, le « fonds Charlie » « a sa place aux Archives ». « Il est d'une grande richesse et formera un ensemble très cohérent avec les archives du 13 novembre pour pouvoir comprendre les réactions du public aux attentats de 2015. »

Des milliers de documents

Trente-cinq grands cartons contenant entre 56 000 et 70 000 documents ont d'ores et déjà été transférés des locaux du journal à ceux des Archives. Ils ont rejoint les quelque 67 kilomè-

tres linéaires de documents que la Ville de Paris conserve dans le nord de la capitale.

« Cela représente environ douze mètres linéaires de documents. C'est un travail de classement très important, il faudra faire l'inventaire et l'indexation de chaque pièce, ainsi que leur analyse juridique », souligne Guillaume Nahon.

« Le fonds sera accessible dans deux ans, car c'est un matériau brut dont il faut vérifier la communicabilité », soit la possibilité légale d'être

Un visiteur scrute une fresque dessinée par des enfants après l'attentat chez Charlie Hebdo, exposée ces jours-ci à l'Hôtel de ville de Paris

FRANÇOIS GUILLOT
AGENCE FRANCE-PRESSE

montré au public, poursuit-il.

Il a fallu un an et demi aux deux archivistes volontaires pour classer les documents post-13 novembre. Ce sont les mêmes employés qui s'occupent du fonds *Charlie*, dont une partie sera à terme consultable en ligne, sur le site des Archives de Paris (archives.paris.fr).

Sept catégories

Les messages ont été pré-classés par les équipes de *Charlie Hebdo* en sept grandes catégories : « les courriers à traiter ou à transmettre à leurs destinataires », « les abonnements », « les dons », « les dessins d'enfants et d'adolescents », « les courriers et dessins d'adultes de soutien à la rédaction », « les soutiens par poèmes » et « les cahiers de condoléances ».

Les dessins d'enfants constituent la part la plus importante du fonds (douze cartons, soit au moins 24 000 documents).

Parmi eux, 150 dessins ont été sélectionnés par l'association « Dessinez Créez Liberté », créée par *Charlie Hebdo*, SOS Racisme et l'association lyonnaise Fidl, pour faire partie de l'exposition #JeDessine, qui a tourné dans 18 villes de France et arrive à l'Hôtel de Ville de Paris du 6 au 12 juin.

Ces dessins, également publiés dans un livre l'année dernière et donc déjà accessibles au public, seront mis en ligne plus rapidement que le reste du fonds, précise Guillaume Nahon.

Plusieurs universitaires et sociologues, notamment ceux qui travaillent sur les réactions post-attentats, souhaitent pouvoir consulter tous les documents et en ont déjà fait la demande aux Archives.

« C'était dommage de ne pas utiliser tous ces courriers. On s'est dit que les universitaires pourraient en tirer parti mieux que nous. Les mettre à disposition et les conserver, ça demande un travail de spécialiste », estime Riss.

CANAL	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	minuit				
ICI RC Télé	Le Téléjournal		Des squelettes	Petits malheurs	Prière de ne pas / P-A Méthot	Les échangistes			Le Téléjournal		Sports express /23h05	Les grandes entrevues					
TVA	TVA nouvelles	Sucré Salé	Chicago Fire / Calomnie		SOYEZ PRETS POUR RICKY (2015)	Meryl Streep			TVA nouvelles	22h35 Sucré	23h05 LA COLLOC (2011)	Minka Kelly					
TQ	Cochon dingue	Subito texto	Génial!	Banc public	De garde 24/7 / Sans répit	LE COUP DE GRACE (2010) avec Christian Bale, Mark Wahlberg			23h05 Les francs-tireurs		0h05 Electrons						
V	Souper parfait	Souper parfait			Chicago Police	Chicago Police			Atomes	NVL			Intimes				
ICI RDI	Le Téléjournal		24/60			Elections Ontario			Le National	Le National			Le Téléjournal				
TV5	17h50 Champi...	Journal FR	Régalec		Des racines et des ailes / Jardins d'exception				Les secouristes de l'extrême	Journal/ C à dire	Journal Afrique		C à vous				
D	Enchères	Enchères	Enchères	Enchères	Enchères	Enchères			Docu-D / Enfants de la F1	Docu-D			ComediHa!				
VIE	Au chalet	Au chalet	Les 7 petits Johnstons		Une vie de géant	Catastrophe / 21h45 Ouvrez			Maison flot.	Espaces	Suis-je normal? / Adam		Cinéma				
MAX	Dr House / Désirs illusoires		Le mentaliste Partie 2 de 2		Chicago Med	Chicago Med / A coeur ouvert			Chicago Med		Le mentaliste		Dr House				
VRAK	Code F.	Med	Orphan Black / De la Néolution		Riverdale (v.f.)	PENELOPE (2006) avec James McAvoy, Christina Ricci			Les frères Scott / Coup de poker				Hors d'ondes				
RDS	17h00 Le 5 à 7	Grand Prix F1 (D)			Hockey 360°	FIT Tennis - Internationaux de France Femmes demi-finale			Sports 30	Sports 30 /22h45	Antichambre	23h45 Sport30	FINA Plongeon				
HISTORIA	Les as de l'aviation		Légendes	Légendes	Légendes	Légendes			Fous bolides	Fous bolides	Fous bolides	Fous bolides	Pied de guerre				
ICI ARTV	Temps-Paix	Temps-Paix	Prochains	Rétroviseur	Hubert & Fanny				9 LE FILM (2016) avec Laurie Eve Allard, Simon Alain				DowntonAbbey				
EXPLORA	Animal Fight Club (v.f.)		Pourquoi les requins attaquent?		Océania / SOS Hippocampes	Curiosity / Crash aérien			Repères	Rêver le futur		Ajustez cerveau	ADN superflic				
SERIES+	Secrétaire d'Etat / Top secret		Bones / Irma		Elémentaire / Code: Enigma	L'enquête			Queen of the South / La layauté	Hawaii 5-0 / Poniu I Ke Aloha		La loi & l'ordre					
Z	S'coucher	Prêt sur gage	Seuls et tout nu		Pros du ticket	Chasseurs			FRISONS 2 (1997) avec Courteney Cox, David Arquette, Neve Campbell								
C. SAVOIR	36.9°	DeGarde/ Nature	Nomade mers		Routes science	20h15 De neuf	Mémoires/ VOD		Dactylo	Découvertes	The Migrant	Semaine Verte	Jeux/ De neuf	Mémoires/ VOD	Globe-trotteurs		
EVASION	Plongée dans le grand bleu	Parcs aqua.	Parcs aqua.		Parcs aqua.	Direction la mer			Piscines	Montagnes r.	Adrénaline	Bagages	Croisières de rêve	Unis survive			
TFO	SallyB/ Sally B.	Top! / Top!	Subito texto		Motel Monstre	Boum, canon	#ONfr						VOUS N'AVEZ ENCORE RIEN VU (2012)				
Cinépop	17h00 UN CRI DANS LA NUIT		19h05 PURPLE RAIN (V.F.) (1984)	Prince.					LA LOI DU SILENCE (1953) Montgomery Clift.	22h35 VENDREDI 13 (1980) Betsy Palmer.			Cinéma				
SECRAN	Cinéma	18h40 FENCES (V.F.) (2016) avec Viola Davis, Denzel Washington.							ROMAN J. ISRAEL, ESQ. (2017) Denzel Washington.				23h05 LES SEPT MERCENAIRES (2016)				
Planète	Objectif 2050		Les routes du crime		L'ombre d'un doute				Chefs de guerre	Déballage	Tout savoir...		Vu sur terre / Belize	Entrer l'accusé			
MATV	CityLife		Chambly		En Piste	Focus			UrbArt	La Scène	Signé Guylaine	CityLife		Urban Nations	Montrealers		
CBC	CBCNews	On the Money	marketplace		JFL: Gags	LNH Hockey / Washington vs Vegas (D)								CBC News: The National	Coronation St.		
CTV	CTV News Montreal		eTalk		The Big Bang	The Big Bang	Young Sheldon		The Big Bang	The Big Bang	Criminal Minds			CTV National	News Montreal	0h05 Daily S.	
GBL	Global National	Global News	E.T. Canada		Ent. Tonight	The Wall / Sherise and Kieara	Superstore		Will & Grace	S.W.A.T. / Pilot				Global News	23h35 The Late Show		
ABC	News at 6	News	Local 22 News		Inside Edition	Celebrity Family Feud			The \$100,000 Pyramid	To Tell the Truth				News at 11	23h35 Jimmy Kimmel Live		
CBS	Channel 3 News at Six		Evening News		Ent. Tonight	The Big Bang	Young Sheldon		Mom	Life in Pieces	S.W.A.T. / Pilot			Ch. 3 News	23h35 The Late Show		
NBC	6pm News	NBC News	Jeopardy!		Wheel Fortune	LNH Hockey / Washington vs Vegas (D)								NBC5 @ 11	23h35 The Tonight Show		
PBS (37)	PBS NewsHour		Negotiating With Nature		The Highways Live at Nassau Coliseum				Great Moments From Soundbreaking					Business	Amanpour	News	
PBS (53)	PBS	Business	PBS NewsHour		I Miss Downtown Abbey!				Celtic Thunder / X					Amanpour		German Cities	
UNIS	Galaxie près	Cochon dingue	Cow-boy urbain / Le rodéo		Les fermiers / L'hiver				Nos étés					Unis par le chant		Galaxie près	
HBO	18h05 FAHRENHEIT 451 (2018)		Michael Shannon.		19h55 Succession / Celebration				Westworld / Les Ecorches	Wyatt Cenac	Last Week			Real Time With Bill Maher		Vice News	
AddikTV	Blindspot: Mémoire tatouée		Chicago Fire: Caserne 51		La pêcheresse / Rémémorances				Shooter: Tireur d'élite	S.W.A.T. / Miracle de Noël				Mensonges		Le trône de fer	
TVA Sports	17h30 Destination Coupe Stanley				LNH Hockey / Washington vs Vegas (D)									D.Morissette	23h15 TVA sp.	23h45 L'Impact	0h15 Equipes

À LATÉLÉ

Notre choix ce soir

Grosse journée politique

À la veille de la réunion du G7 dans Charlevoix, ce n'est pas l'actualité politique, nationale et internationale, qui manque... Voilà pourquoi l'équipe d'Anne-Marie Dussault a droit à une édition allongée, où il sera sans doute question des élections provinciales chez nos voisins immédiats, qui auront droit à leur émission spéciale par la suite. 24/60, suivi d'Élections en Ontario, ICI RDI, 19h et 21h

Jardin d'hiver

Alors que la plupart d'entre nous sont encore à organiser nos potagers, ceux que l'on voit dans le dernier épisode de cette chouette série documentaire arrivent à la fin de leur saison faste. Ça n'empêche pas de prendre des notes sur la conservation des légumes que l'on peut faire pousser sous la neige en hiver... Les fermiers, UNIS, 20h

Amélie Gaudreau

Souldia, le survivant

Rencontre avec un vétéran de la scène hip-hop, sorti de la rue grâce à son art

PHILIPPE RENAUD
COLLABORATEUR
LE DEVOIR

« Si y a pas un peu d'espoir et de lumière dans tout ça, ça ne sert à rien », affirme Souldia à propos de ses chansons. Vétéran de la scène hip-hop de la capitale, l'ancien membre du collectif Facekché a mis cinq albums en solo — et toute une vie, très mouvementée — pour devenir l'un des rappeurs les plus populaires au Québec. Il s'estime chanceux de pouvoir faire aujourd'hui ce dont il a rêvé toute sa jeunesse : « Toute ma vie, j'ai grandi avec des vrais bandits, dit-il. Je suis le dernier survivant. Autour de moi, y en a un qui est décédé, l'autre en prison, un qui a été déporté, l'autre est recherché... » C'est le titre de son prochain album, attendu en septembre : *Survivant*. Et prêt à célébrer sa survie samedi aux Francos.

La nouvelle avait rapidement fait le tour de la petite planète rap québécoise, l'automne dernier : le rappeur Infrak a été trouvé sans vie chez lui. Mort dans son sommeil, à l'âge de 33 ans. C'était l'un des piliers de l'étiquette Explicit Productions et un proche de Souldia, qui lui dédiera une chanson sur son prochain album.

« Ça a brassé beaucoup émotionnellement ces derniers temps, mais d'un autre côté, dans ma vie personnelle, ça va super bien », ce qui explique le ton nettement plus léger emprunté sur l'album *Ad vitam æternam*, paru l'an dernier. Un ton qui tranche avec les chroniques parfois violentes, souvent maussades, des précédents disques de l'artiste devenu une des têtes d'affiche du street rap local.

« Ça sort inconsciemment », estime le rappeur, reconnu pour sa voix graveleuse et sa prosodie rigide qui lui fait peser chaque mot. « Quand je fais un album, il a la couleur de mon mode de vie, de ce que j'ai vécu dans la dernière année. Si j'ai passé une année dans le noir, que ça va pas bien, que je fais face à trop de situations, encore du vieux *business* de rue, tu vois ce que je veux dire ? Alors, c'est sûr que l'album va être plus sombre. S'il y a de la couleur dans mon album, y a de la couleur dans ma vie. »

Il y en a sur *Ad vitam æternam* — hé, Souldia y chante même ! —, il y en aura aussi sur *Survivant*. La couleur des beaux jours, le bonheur d'être père de famille et d'enfin pouvoir vivre de son art — le rêve du p'tit gars ayant grandi dans un HLM de Limoilou, qui a fricoté du mauvais côté de la loi et qui a même fait un détour par la prison pour possession d'arme illégale. « Je pense que le nouvel album est un mélange explosif de toutes les expériences acquises dans ma carrière », avec des raps encore plus serrés, la voix « moins sur les mélodies » comme sur le dernier album, et une chanson pour l'ami Infrak. « C'est la chanson qui m'a pris le plus de temps à faire, et ce sera la dernière que j'enregistrerai. On dirait que j'ai du mal à trouver les bons mots, que l'émotion prend trop le dessus. Lui dire ce que j'ai toujours voulu lui dire. »

Mauvaise presse

Ce que l'on désigne comme le street rap, le rap qui chronique la vie dure, la réalité de la rue, a mauvaise presse. Ou plutôt : à peu près pas de presse. Avant, se rappelle Souldia, « on était marginalisés. Y avait pas d'Internet, pas de place pour nous dans les radios puisque ce sont les autres qui décidaient de ce qu'on devait écouter. Aujourd'hui, grâce aux réseaux sociaux notamment, les musiciens n'ont plus besoin des radios. Envers et contre les médias, le rap existe — c'est présentement le style de musique le plus écouté au monde. Et, *by the way*, je trouve ça cool que les médias tout d'un coup s'intéressent plus au hip-hop. »

En vérité, faudrait être sourd, ou borné, pour ne pas entendre ce qui se passe, autant auprès de la nouvelle vague de MC d'ici (Loud et FouKi, pour ne nommer qu'eux) que chez ces artistes qui présentent une réalité plus grave et sombre de la musique hip-hop. Prenez Souldia : la semaine dernière seulement, deux de ses chansons plus récentes, *Espérance* et *Corbeau*, ont atteint le million de visionnements sur YouTube, rejoignant ainsi *Inoubliable* (1,7 million), *Condamné* (1,3 million) et *Chacun sa manière*, le premier extrait du prochain album, qui a atteint 1,4 million de vision-



nements en seulement deux mois. Des scores d'autant plus impressionnants qu'ils ont été atteints sans le soutien de la télé ou de la radio.

Il est là, l'espoir revendiqué. Envers et contre tout, faire sa place. Souldia est sorti de la rue, dit-il, grâce au rap. « Aujourd'hui, ça va loin » avec Explicit Productions, qui possède des boutiques, en plus de gérer une maison de disques. Souldia donne plus d'une cinquantaine de concerts par année, s'enferme en studio et planifie le tournage de ses clips, toujours très professionnels et soignés. Le reste du temps, il le passe auprès de sa famille, « mais la rue n'est jamais bien loin, des amis y sont encore. Je pense, à cause de la vie que j'ai menée, que je vais toujours avoir affaire à la rue, jusqu'à la fin de mes jours. Quand j'entends parler d'un gars qui va pas bien, qui est à deux doigts de la prison, c'est sûr que je vais le voir pour lui parler. C'est ce gars-là que je suis devenu. »

Espoir

Un récent webreportage réalisé par *Vice* donne la pleine mesure du chemin parcouru par Souldia depuis sa sortie de prison, il y a huit ans. On le suit sur la route, de Limoilou jusqu'à la réserve d'Obedjiwan, près de La Tuque. Qui d'autre que Souldia, ou un chanteur country tout aussi boudé des médias que les rappeurs hardcore de sa trempe, ose aller donner des concerts là-bas ?

« Chaque fois que je vais là, j'en reviens chamboulé, confie le rappeur. Ça se

Un récent webreportage réalisé par *Vice* donne la pleine mesure du chemin parcouru par Souldia depuis sa sortie de prison, il y a huit ans.

OLIVIER ROBAILLE

Envers et contre les médias, le rap existe — c'est le style de musique le plus écouté au monde

SOULDIA



passer dans l'émotion. J'arrive toujours très tôt avant le concert pour passer du temps avec eux, c'est de toute beauté. » Comme ces millions de fans qui ont visionné les clips de Souldia, les jeunes d'Obedjiwan se reconnaissent dans les luttes, les échecs et les espoirs portés par les textes du MC.

« C'est sûr que, la première fois que j'ai donné un concert là-bas, les Anciens me regardaient de loin. Dans le conseil de bande, y avait de la résistance — et ils ont raison, il est tellement arrivé de choses dans le passé quand les hommes blancs débarquaient », poursuit Souldia, qui a grandi dans un HLM pour autochtones à Québec puisque sa grand-mère est d'origine montagnaise. « Quand j'étais petit, mes amis étaient tous Amérindiens ; les familles qui arrivaient étaient souvent démolies. Je savais la détresse des réserves avant même d'y avoir mis les pieds... »

Le reportage de *Vice* montre combien ce concert de Souldia fait du bien. On fait même la connaissance d'un jeune artiste qui, inspiré par Souldia, commence à raconter sa réalité dans ses textes. « La deuxième fois que je suis retourné à Obedjiwan, j'ai été reçu par un comité de mamans qui nous ont fait à manger. Les hommes nous ont amenés à la chasse avec eux ; on a goûté au gibier là, dans la forêt. C'est là que j'ai senti que j'avais atteint quelque chose. »

Souldia

En concert samedi, 20 h, angle Sainte-Catherine et Jeanne-Mance

Claude Bégin, l'été, la pause et la réflexion

En plus de monter sur scène avec Alaclair Ensemble, le musicien présentera aux Francos son très personnel *Bleu nuit*

PHILIPPE PAPINEAU
LE DEVOIR

« On dirait que j'ai un petit peu besoin d'un *reset* après cet album-là. » Quelques semaines après avoir lancé son deuxième disque solo intitulé *Bleu nuit*, le chanteur et réalisateur Claude Bégin, aussi membre du groupe rap Alaclair Ensemble, se pose des questions, sur le fond et sur la forme de son travail musical.

Ce n'est pas qu'il n'est pas fier du travail accompli sur son plus récent effort, bien au contraire. Claude Bégin explique avoir poussé très loin chaque titre de son très personnel *Bleu nuit*, fait d'une chanson pop rebondissante et orchestrale.

Il s'était donné « une mission musicale, d'aller encore plus loin, dans les orchestrations qui nouent chaque chanson ensemble », explique celui qui a imprimé sa touche sur les deux derniers disques de Karim Ouellet. « Dans chaque branche de la réalisation, j'ai essayé d'aller le plus loin possible. J'écoute ça de l'extérieur et je suis très content de ce que j'ai fait, franchement. »

Mais après ses spectacles pendant les festivals d'été — dont celui aux Francos de Montréal —, le chanteur aux allures de mannequin musclé compte bien profiter de quelques semaines de répit forcé par des enjeux familiaux pour se questionner sur sa création.

D'abord, sur le fond, « ça fait longtemps que je fais la même chose, même si les styles de musique et les groupes sont très variés, juge-t-il. J'ai quand même besoin de faire le point. »

Et il y a aussi ce qu'on pourrait appeler l'engorgement de l'univers de Claude Bégin, qui cultive d'une certaine façon l'ambiguïté sur son sérieux, à coups de regards insaisissables et de photos de lui



« en *chest* ». Mais qui est vraiment celui qui a récemment interprété un des danseurs nus dans la série *Cheval-Serpent* ? « Quand tu mélanges ça, l'esthétique, l'humour pas toujours compris, on ne sait pas toujours je suis à quel niveau. Je suis en grand questionnement ces temps-ci », confie-t-il.

Certaines personnes l'encouragent à continuer dans cette voie, « parce que c'est vraiment surprenant, et quand les gens ne comprennent pas, ce n'est pas nécessairement négatif ». Mais l'imagerie brouille par ailleurs les pistes sur ses chansons. Dans *Bleu nuit*, « effectivement, il n'y a rien qui ressemble à l'emballage finalement ».

Bleu comme le piano

Sur l'album, où on peut entendre des invités comme Marie-Mai, Laurence Nerbonne et sa copine Clodelle, Claude Bégin raconte en quelque sorte le quotidien d'un amoureux fort occupé, sur la

route, avec ses hauts et ses bas et sa communication au bout du téléphone. En trame de fond, le bleu du titre, que l'on retrouve sur quelques titres.

« J'ai nommé l'album avant de commencer les tournées justement pour que ça se suive plus, pour que dans les sujets il y ait des rappels, des mots », dit le musicien.

Cet album, son premier composé entièrement au clavier, a également été fait en utilisant un son de piano appelé Blue Piano, « le meilleur son de piano [en format] midi du monde », résume-t-il.

Avec le piano, Bégin avait « le goût de partir dans une autre direction plus *soulful*, et de renouer avec les racines afro-américaines en musique ».

L'âme du disque passe beaucoup par les cordes — il a travaillé avec une violoncelliste — et par le chant, souvent à fleur de peau chez Bégin. Celui qu'on a découvert avec son groupe Accrophone et qui a aussi fait partie du col-

Le chanteur aux allures de mannequin musclé compte bien profiter de quelques semaines de répit forcé par des enjeux familiaux pour se questionner sur sa création.

ROMANE M-B

lectif Movèzerbe s'accompagne lui-même, jouant à la fois le chanteur et le choriste, comme un dialogue.

« J'aime beaucoup les harmonies vocales, c'a été ma force depuis le début. J'ai même l'impression de parler au "on", en parlant de moi-même. Je suis tellement en équipe dans ma vie, avec ma blonde, mon fils, avec Alaclair, avec ma mère... je parle souvent de moi au "on" à cause de mon entourage serré. »

Travailler avec d'autres ?

Après le succès qu'a connu Karim Ouellet, Claude Bégin a reçu plusieurs coups de fil pour travailler avec d'autres musiciens québécois. Mais le réalisateur de 34 ans était plutôt réticent.

« Je peux aller ailleurs volontairement, je suis capable, j'ai fait plein de styles différents, mais on dirait que j'ai tendance, du moins en pop, à ajuster les choses d'une façon qui colore beaucoup le son, dit-il. Et est-ce que j'ai envie de "donner" mon style à une autre personne juste pour avoir du travail ? »

Il gardera en tout cas quelques idées pour le prochain disque de son groupe rap Alaclair Ensemble, qui arrivera « un moment donné », rigole-t-il. Alors que Bégin montera sur les planches de la place des Festivals dimanche, sa formation sera sur la même scène vendredi soir.

« À chaque spectacle, on essaie d'avoir de nouveaux *punchlines*, de nouveaux éléments, surtout pour les gros *shows* comme les Francos. On va essayer d'arriver en parachute ou quelque chose ! »

Claude Bégin

Dimanche 10 juin, à 19 h, à la place des Festivals
Avec Alaclair Ensemble vendredi 8 juin, à 21 h, à la place des Festivals

Les langues menacées

ODILE TREMBLAY



À vue de nez, la fragilité de la culture française en Amérique du Nord aurait dû rendre les Québécois particulièrement sensibles à la condition des peuples autochtones. Après tout, on en connaît un bout sur les identités menacées. Et puis les descendants des Européens sous le Régime français étaient plus proches des enfants du pays que les Britanniques après la Conquête. Mais la sauce s'est gâtée.

René Lévesque affichait un malaise par rapport aux Premières Nations, voyant son peuple opprimé par les uns, oppresseur des autres. En gros, la gymnastique francophone pour garder la tête hors de l'eau aura débouché sur un aveuglement volontaire : ne pas regarder de ce côté-là, surtout...

Le mois de juin est celui de l'histoire autochtone, et combien d'entre nous ont marché dans les mocassins des premiers arrivants? Combien les connaissent? Combien les ont visités?

Onze langues millénaires sont encore parlées au Québec, certaines au bord de l'extinction. Leurs sons chantants ou gutturaux véhiculent l'histoire des peuples installés ici avant les Européens, de leur culture, de leur rapport au monde, de leur cosmogonie.

J'aime les écouter, vraies poésies du territoire, miracles de survivance aussi.

Voler à leur défense, c'est voir en elles des empreintes vitales en pléines toundras, taïgas et sur les rives du Saint-Laurent, plus éloquentes que toutes les fouilles archéologiques.

Si longtemps dévalorisées, ces langues-là.

— Je n'ai jamais parlé avec un Amérindien de ma vie, me disent les uns et les autres.

— C'est grave, ça. Voyons donc!

Reste à plonger dans le documentaire de Simon Plouffe *Ceux qui viendront, l'entendront*, incursion québécoise à travers le jardin harmonique de ses langues. On y entend le *kaniēn'kehàka* (mohawk), le *naskapi*, l'*inuktitut*, l'*attikamek*, l'*innu*, l'*abénaquis*, le français, l'anglais, le langage des signes.

Des projections-événements du film sont prévues à La Cinémathèque québécoise les 8 et 9 juin et au Cinéma du Parc le 10 juin, en présence de protagonistes rencontrant du public. Une occasion de s'y frotter avant de prendre la route pour côtoyer d'autres univers. Qui sait?

Le titre rend hommage à la poétesse innue Josephine Bacon. « Quand une parole est offerte, elle ne meurt jamais. Ceux qui viendront, l'entendront », écrivait-elle en élan d'optimisme.

Même dans les communautés aux langues vivantes comme l'innu, l'attikamek, l'inuktitut, les aînés demeurent souvent les seuls détenteurs des vieux vocables collés à la connaissance du bois, du gibier, des différents types de neige, d'un mode de vie en extinction

Dans le documentaire, une aînée d'Odanak se désolait pourtant de ne plus trouver d'interlocuteur dans sa langue abénaquise. De vieux Naskapis soupiraient aussi. Les petites communautés sont les plus menacées.

Tout un travail d'archives complète les entretiens. L'enregistrement en 1911 d'un chant malécite témoigne d'une langue morte, fantôme au suaire sonore.

L'Algonquin et l'abénaquis sont en déclin, le mohawk s'enseigne à l'école par des maîtres passionnés. Ici et là, des hymnes religieux constituent les ultimes témoins de langues ancestrales quasi évanouies.

Les fractures générationnelles sont omniprésentes. Même dans les communautés aux langues vivantes comme l'innu, l'attikamek, l'inuktitut, les aînés demeurent souvent les seuls détenteurs des vieux vocables collés à la connaissance du bois, du gibier, des différents types de neige, d'un mode de vie en extinction. Souvent, les nouveaux concepts, absents des langues traditionnelles, s'énoncent en anglais ou en français.

Conservé une langue signifie à telle enseigne secouer le joug des colonialismes et des humiliations, retrouver une fierté identitaire, renouer avec les sources. Entreprises de longue haleine, quand le temps presse pour sauver des idiomes du naufrage.

Encyclopédies sonores à décrypter

Le film de Simon Plouffe tombe à point nommé. Vendredi dernier, un projet de loi fédéral, à déposer l'automne prochain, s'annonçait pour faire passer le statut des langues autochtones au pays de « langues officielles » à « langues premières », en concertation avec les Inuits, les Métis et les Premières Nations. Tant mieux!

90 langues premières sont parlées au Canada, les unes au bord du gouffre, les autres encore vivaces, mais au nombre de locuteurs en baisse. Les deux tiers d'entre elles seraient menacées, selon les critères de l'UNESCO. Envolé, le temps où le huron-wendat était parlé au Québec et le béothuk à Terre-Neuve. Ignorance ou je-m'en-foutisme : des encyclopédies sonores se sont vu au long de l'histoire être rayées de la carte sans concert de protestations.

On dénonce l'appauvrissement de la biodiversité, mais la mort des langues constitue aussi une perte terrible pour l'humanité. Des mots s'effacent de la surface du globe comme des espèces animales et végétales, écosystèmes linguistiques gorgés de sens, en coupes à blanc.

Sans sa langue, un peuple s'étirole et se noie dans l'océan des idiomes dominants. En traversée de la Louisiane ou de l'Acadie, ça se voit, ça se pleure.

Et comment peut-on revendiquer le français en Amérique sans se préoccuper des langues premières sur lesquelles est gravée la mémoire longue d'un territoire qu'on prétend partager?



L'ex-chef du Parti québécois a été l'un des nombreux intervenants à défilier en commission parlementaire mercredi.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Pierre Karl Péladeau attaque le projet de *La Presse*

Le patron de Québecor appelle les employés du quotidien à s'assurer de ne pas avoir été dupés par la direction

MARCO BÉLAIR-CIRINO
CORRESPONDANT PARLEMENTAIRE
À QUÉBEC
LE DEVOIR

Le président et chef de la direction de Québecor, Pierre Karl Péladeau, invite l'Assemblée nationale à ne pas se faire le complice d'« un *forcing* » en adoptant à toute vapeur un projet de loi permettant à *La Presse* de passer sous le contrôle d'un organisme à but non lucratif (OBNL). Il soupçonne Power Corporation d'utiliser ce « subterfuge » « pour se débarrasser à peu de frais de *La Presse* ».

« Il ne faut pas oublier que, lorsque *La Presse* a fermé ses importantes activités d'impression et de distribution [...] les employés syndiqués ont reçu cinq ans de salaire. Si les mêmes hypothèses étaient retenues dans le cas présent, ce n'est pas 50 millions que ça coûterait à *La Presse*, mais 275 millions », a déclaré M. Péladeau en commission parlementaire mercredi soir. « Alors, vous comprenez que de se débarrasser de *La Presse* pour 50 millions, c'est une très bonne affaire pour les actionnaires de Power Corporation », a-t-il ajouté. L'ex-chef du Parti québécois a appelé à demi-mot les employés de *La Presse* à s'assurer de ne pas avoir été dupés par la direction.

Projet de loi 400

Des employeurs, des employés, des syndicats, des regroupements de journalistes ont défilé toute la journée dans la salle du Conseil législatif afin d'exhorter les élus à adopter le projet de loi 400, ce qui permettrait au quotidien de déployer un nouveau plan d'affaires.

L'élue indépendante Martine Ouellet a posé un certain nombre de conditions à son appui au projet de loi 400, dont l'indépendance des artisans de *La Presse* par

Se débarrasser de *La Presse* pour 50 millions, c'est une très bonne affaire pour les actionnaires de Power Corporation

PIERRE KARL PÉLADEAU



rapport à la famille Desmarais. Elle regrettaît mercredi soir de ne pas avoir eu une telle assurance de la part des représentants de *La Presse* et de Power Corporation du Canada. Elle craint de voir l'État québécois éventuellement « investir » dans une ligne éditoriale « clairement fédéraliste », « pour le grand capital » et « pour le néolibéralisme ».

A moins de 10 jours de la fin de la session, la chef démissionnaire du Bloc québécois refusait toujours de s'engager à permettre à l'Assemblée nationale de se prononcer sur le projet de loi 400.

L'état-major de *La Presse* a appelé sans la nommer M^{me} Ouellet à y réfléchir à deux fois avant d'empêcher le projet de loi 400 d'être mis aux voix d'ici la fin de la session parlementaire. « Ce serait un affront majeur à la démocratie, parce que *La Presse* joue un rôle important dans la démocratie », a déclaré l'éditeur de *La Presse*, Guy Crevier, lors de son passage à l'Assemblée nationale mercredi.

Si elle devient un OBNL, *La Presse* jouira d'une « totale indépendance », a promis le cochef de la direction de Power Corporation, André Desmarais, à la Commission de la culture et des communications.

Power Corporation a convenu d'octroyer 50 millions de dollars, en plus de

garder à flot le régime de retraite des employés de *La Presse*, afin de maximiser les chances de succès du quotidien, et ce, sans conditions. « Notre [contribution de] 50 millions n'a pas d'attaches », a spécifié le propriétaire de *La Presse*.

L'homme d'affaires a invité les élus à « ne pas hésiter » à permettre à *La Presse* de lancer une nouvelle offensive contre les géants du Web, Google et Facebook, qui ont fait main basse sur le socle du modèle d'affaires de nombreux médias : les revenus de publicité.

Le leader parlementaire de l'opposition officielle, Pascal Bérubé, lui a demandé si les éditorialistes de *La Presse* « un journal important dans notre démocratie », a-t-il souligné auront toujours pour mission de défendre le fédéralisme canadien. « Je n'ai pas fait de demande. Est-ce que c'est un souhait? Oui! Moi, je souhaite que *La Presse* garde sa mission et qu'elle continue d'être ce qu'elle est », a répondu sans détour M. Desmarais, qui a « exercé [son] droit de propriétaire sur ces questions-là » au fil des cinquante dernières années.

L'avenir permettra de savoir si *La Presse* constitue un OBNL « pleinement indépendant », a indiqué le directeur du *Devoir*, Brian Myles. « Aucun média au Québec n'a besoin de passer à l'Assemblée nationale pour changer sa structure juridique », a-t-il fait remarquer, qualifiant au passage « la loi privée de 1967 » encadrant la structure de propriété de *La Presse* « d'une autre époque ». « Elle n'a plus sa raison d'être dans le contexte de 2018. [Elle] a épuisé son utilité », a-t-il soutenu. M. Myles a profité de son passage au Parlement pour dissuader les élus d'adopter « une approche clientéliste seulement pour *La Presse* » en matière d'aide aux médias d'information. « Il faut le faire d'une manière universelle », a-t-il insisté.

EN BREF

Sylvain Lafrance nommé à la présidence du CA du CALQ

L'ancien vice-président des services français de la Société Radio-Canada Sylvain Lafrance a été nommé à la présidence du conseil d'administration du Conseil des arts et des lettres du Québec mercredi. L'ancien journaliste est, depuis son départ de Radio-Canada en 2011, professeur associé à l'École des dirigeants de HEC Montréal et directeur du Pôle média et management au sein de la même institution d'enseignement. Il est aussi directeur de *Gestion*, la revue internationale de gestion, et s'implique au sein des conseils d'administration de l'Orchestre symphonique de Montréal, de la Société des alcools du Québec et du Bureau du cinéma et de la télévision du Québec. Embauché en 1978, Sylvain Lafrance a passé 33 ans chez Radio-Canada, dont 13 à la vice-présidence des services français. Sa nomination a été annoncée par le Conseil des ministres par voie de communiqué.

Le Devoir

À LIRE



AGENCE SALVADEI

D La critique par Christophe Huss du concert de Bernard Labadie et Mireille Label (photo) à la salle Bourgie sur les plateformes numériques du *Devoir*.